

ID-FOUNDATION

Changer le modèle économique imposé par l'Union européenne ?

Retranscription du colloque de la Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés.

Paris, le 14 mai 2016





La FENL est partiellement financée par le
Parlement européen et a la seule responsabilité
de ce contenu.

© Copyright by Fondation pour une Europe
des Nations et des Libertés

Paris, 2016

Modérateur:

Mesdames, Messieurs, bonjour. Je vous remercie de vous être déplacés en ce samedi de Pentecôte pour participer à ce colloque organisé par la Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés, pendant un weekend habituellement plutôt consacré aux mariages ou à d'autres événements familiaux. Nous sommes donc très heureux de vous recevoir dans cette belle Maison de la Mutualité.

Je remercie aussi tous les participants, tous nos hôtes de marque de la Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés, qui sont venus écouter les intervenants à ce colloque. Je précise que ce n'est pas un meeting politique. C'est un moment de travail, de partage d'idées, avec d'ailleurs parfois l'expression de différentes sensibilités politiques. C'est un plaisir d'échanger sur ce sujet.

Justement, parmi les députés étrangers qui se sont déplacés pour être parmi nous aujourd'hui, je remercie Gerolf Annemans, député flamand, Laurențiu Rebega, député roumain au Parlement européen, Roman Haider, député au Parlement autrichien, ainsi que tous les députés français au Parlement européen. On ne va pas les énumérer tant ils sont nombreux à être venus travailler. On vous remercie tous sincèrement de votre présence.

Le sujet de ce colloque est tout à fait passionnant. C'est un thème d'actualité qui est omniprésent dans les médias: l'économie. Logiquement, l'économie c'est l'art de bien administrer une maison, de bien gérer les biens d'une personne et par extension d'un pays. Il semble qu'actuellement la maison n'est pas bien gérée, et que ça dure depuis longtemps. C'est bien le problème. On a parfois l'impression d'être en crise économique permanente alors qu'une crise est une rupture d'équilibre à un moment précis, un phénomène temporaire.

Si la définition de l'économie n'est pas consensuelle, les champs d'intervention de l'économie sont habituellement la production, la consommation des biens et services, la répartition des revenus, les systèmes d'échanges, les moyens matériels d'existence de l'homme. L'économie est parfois décrite (à tort à mon avis) comme une science. Sans entrer dans le débat, puisque l'économie s'intéresse aux activités humaines, à la répartition des richesses, elle a forcément quelque chose de profondément politique en elle. À mon avis, elle est loin d'être une science. Des choix sont faits, et ces choix ne sont pas neutres.

L'objet de ce colloque est notamment de comprendre les grands choix économiques qui ont été faits. Et, dans un deuxième temps, de réfléchir et d'évaluer l'intérêt de faire d'autres types de grands choix économiques.

Nous accueillons parmi nous Maria Negreponi qui est grecque et Professeur à l'Université de Macédoine à Thessalonique. Elle est Docteur en sciences économiques à la Sorbonne. C'est aussi la première femme Recteur de toute la Grèce. Elle a étudié à la London School of Economics. Très prolifique, elle est l'auteur de 51 livres et 700 articles consacrés notamment à la mondialisation économique grecque et à la crise grecque. Elle est titulaire de la Légion d'Honneur.

Claudio Borghi est italien. Professeur d'économie à l'Université catholique du Sacré Cœur de Milan, il est connu pour ses positions contre l'euro et est l'un des économistes les plus actifs pour la sortie de l'euro en Italie. Il est aussi un chef économique de nos amis de la Ligue du Nord.

Matthew Goodwin est britannique, professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'Université du Kent et professeur associé à Chatham House. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et publie notamment dans le Times, le New York Times, le Financial Times Il a été publié à la Cambridge University Press et écrit actuellement un livre sur le Brexit.

Edin Mujagic, spécialiste de politique monétaire, a travaillé une bonne quinzaine d'années sur la Banque Centrale Européenne et sur la question de l'euro. Il a écrit un article intitulé « Money Murder: How the Central Banks Are Destroying us ». Donc il a beaucoup travaillé sur la question des banques centrales et sur le mal qu'elles font aux peuples.

Jean-Claude Werrebrouck est ancien professeur à Lille II. Il est lillois et spécialiste des questions monétaires du développement économique. Il a aussi travaillé dans l'économie du pétrole. Très connu pour son blog « La crise des années 2010 », il est également l'auteur de Banques centrales : indépendance ou soumission ?. Il est donc un des économistes francophones les plus actifs sur le sujet de la sortie de la zone euro.

Hervé Juvin, qui n'est pas encore arrivé, est économiste, essayiste et a écrit La grande séparation : pour une écologie de la souveraineté. C'est l'un des grands penseurs de la souveraineté, et notamment de la souveraineté économique.

Alberto Bagnai est italien lui aussi, professeur de politique économique à l'Université Gabriele d'Annunzio de Pescara. Il travaille beaucoup sur le sujet de la sortie de l'euro et a notamment écrit l'ouvrage Le déclin de l'euro.

Jean-Jacques Rosa - parce qu'il y a un certain nombre des sensibilités ici - est, lui, de sensibilité libérale. Il est économiste et écrivain. Il a écrit L'euro : comment s'en débarrasser ?. Il est professeur d'économie et de finances et nous a fait le plaisir d'être présent ici également.

Je vais vous expliquer brièvement comment ce colloque va se dérouler. Trois thèmes importants seront abordés. Nous prendrons notre temps. Nous ferons une pause de 20 minutes après les deux premiers thèmes, c'est-à-dire au milieu du colloque. À la fin du colloque, vers 18h, nous aurons le plaisir de partager un cocktail avec vous pour vous remercier de votre patience.

Les intervenants m'ont promis de bien respecter les 10 minutes de temps de parole accordées, d'autant qu'on a dû commencer en retard pour des questions de sécurité. Et on ne veut pas non plus terminer après la tombée de la nuit. À la fin de chaque thème - c'est important - le public peut poser des questions. Nous commencerons par les questions des députés qui sont nos hôtes ici présents, et on poursuivra avec les questions du public. Comme nous sommes très nombreux, je demande au public de préparer les questions à l'écrit. Une hôtesse passera les ramasser avant la fin de chaque thème afin qu'on puisse les poser à nos intervenants.

Le premier thème que nos intervenants aborderont est « La stratégie économique de l'Union européenne est-elle viable ? ». Nous parlerons ainsi des choix politiques et économiques de l'Union européenne. Pourquoi l'UE me direz-vous, et pas la France ou l'Italie, la Grèce, l'Angleterre etc. ? Parce que les grands choix sont en grande partie dictés par l'UE qui a en main, je vous le rappelle, la politique commerciale avec les traités de libre-échange, la politique industrielle (en grande partie), l'agriculture avec la Politique Agricole Commune, la politique bancaire avec l'Union bancaire, la monnaie avec l'euro, des contraintes fortes sur la politique budgétaire, les réglementations etc. Les États n'ont en fait qu'une marge de manœuvre réduite pour appliquer ces choix. Les intervenants sur ce thème seront la Professeure grecque et francophone Mme Negreponti-Delivanis qui, ayant étudié à la Sorbonne, a une excellente maîtrise de la langue française et nous fera le plaisir de parler en français.

Nous entendrons ensuite l'économiste hollandais Edin Mujagic, le Professeur italien Bagnai, le professeur Sapir qui ne pouvait pas être parmi nous mais qui nous a fait le plaisir d'enregistrer pour l'événement une vidéo que l'on projettera, le professeur Werrebrouck et le Professeur britannique Goodwin.

Nous aurons ensuite 15 minutes pour vos questions. Je vous rappelle de bien donner vos questions à l'hôtesse.

Nous aborderons ensuite le deuxième thème : « Quels sont les avantages de la souveraineté monétaire ? », c'est-à-dire les avantages d'avoir le droit de gérer sa monnaie et bien entendu de l'utiliser pour son économie.

Nous ferons alors une coupure de 20 minutes puis nous reprendrons la séance pour le dernier thème, sans doute le plus important, avec les questions « Comment reconstruire les économies nationales ? Quels sont les bénéfices d'un changement de modèle économique ? ».

Pour le premier thème je donne tout de suite la parole au Professeur Negreponti-Delivanis. Je vous remercie Professeur.

Maria Negreponti-Delivanis :

Mesdames, Messieurs, les fondateurs de l'Union Européenne avaient probablement les meilleures intentions et peut-être même croyaient-ils l'accomplissement de leur projet possible. Dans ce cas, c'est avec effroi qu'ils verraient aujourd'hui que non seulement leur projet initial ne s'est pas concrétisé, mais qu'en plus, l'échec de la zone euro est irréparable et voilà pourquoi :

1. Tout d'abord parce que les fondements de l'UE et de la zone euro ne sont pas solides

C'est à la coexistence, dans la même union économique, de pays ayant de grands écarts structurels et de développement entre eux que les grosses difficultés qu'elle rencontre doivent être attribuées. La convergence promise qui, d'après les néolibéraux, devait se réaliser automatiquement, ne s'est jamais produite. La convergence des États membres, prévue par le traité de

Maastricht, s'est transformée en une accélération du rythme de croissance des pays du sud de l'Europe par rapport à ceux du nord. Ces différences de rythme de développement ont eu pour conséquence d'approfondir le déficit de la balance commerciale des pays du sud et d'augmenter l'excédent commercial de ceux du nord, bien sûr, surtout de l'Allemagne, qui s'est consolidé et ne cesse depuis lors d'être important, malgré la crise. Notons aussi le déséquilibre chronique entre d'un côté le taux d'intérêt peu élevé, plus ou moins unique pour l'ensemble des pays de la zone euro, dont le niveau était défini par la BCE, et de l'autre le rythme de l'inflation qui variait beaucoup d'un pays à l'autre. Pour cela, il suffit de se rapporter au fait que le niveau général des prix, en Grèce, sur une base 100 en 1997 s'élevait à 146,4 en 2009, alors que pour l'Allemagne il n'était que de 119. C'est ainsi que la compétitivité et toute perspective de croissance des économies européennes les moins avancées ont commencé à se plomber.

Plus précisément, chaque augmentation de l'excédent commercial de l'Allemagne se faisait au prix de la baisse de la compétitivité dans les pays du sud de l'Europe. Les économies du sud ont alors commencé à avoir des déficits budgétaires qui dépassaient la limite autorisée par le Pacte de Stabilité, mais à la longue le très faible taux auquel elles pouvaient emprunter à la BCE a obscurci la situation.

Les économies déficitaires, telles que la Grèce, n'ont nullement été contraintes de réduire leur déficit. Bien entendu, ce surendettement des économies les moins développées dont la compétitivité reculait sans cesse était implicitement très favorable aux économies européennes développées. Ces dernières augmentaient ainsi leurs exportations, étant donné que les économies les moins développées de l'UE ne pouvaient plus se protéger par une dévaluation externe. Il est pour le moins paradoxal que l'on ait oublié, surtout au sein de l'UE, que ce ne sont pas seulement les déficits commerciaux qui créent des déséquilibres mais que ceux-ci sont aussi créés par les excédents commerciaux.

Par la suite, ce qui a porté un coup dur aux pays européens les plus vulnérables, ce fut la création prématurée et sans réelle étude préalable d'une monnaie génétiquement déficiente, incapable de survivre sans sa béquille, à savoir le Pacte de Stabilité: celui-ci fut imposé par l'Allemagne en contrepartie de l'abandon de sa monnaie nationale, forte et stable, pour l'euro. Ce n'est que récemment que le magazine Der Spiegel a révélé que l'Allemagne « a construit l'euro à sa mesure » et qu'elle a ainsi pu se protéger aux dépens du sud. Sur la base de ce Pacte, la stabilité, uniquement monétaire, fut jugée suffisante et capable d'assurer un rythme de croissance rapide à tous les membres de l'Union. Or, la réalité s'est avérée complètement différente: les économies européennes sont obligées de fonctionner dans un univers constamment déflationniste et sous le joug d'un régime d'austérité sans fin; un taux de chômage élevé et permanent, que la croissance anémique de l'UE n'a pas été capable d'endiguer, s'y est installé. Et dernièrement nous avons aussi des taux d'intérêt négatifs!

2. En second lieu, l'UE a opté pour des politiques macroéconomiques fatalement erronées telles que, entre autres :

a) Premièrement, l'austérité - dure par définition, qui est l'idée fixe des Allemands et qu'il constitue normalement une mesure à court et moyen terme. Mais elle fut adoptée par l'UE comme sa politique macroéconomique permanente et sans limite dans le temps. Or, l'aus-

térité, comme cela s'avère de façon on ne peut plus évidente, entraîne une augmentation constante de la dette, alors qu'elle vise en fait à la réduire. Et cela, parce que la réduction des dépenses en période de récession ne fait qu'aggraver la situation. Les conséquences désastreuses de l'austérité, dans les secteurs public et privé des États membres sont désormais évidentes et incontrôlables.

b) Deuxièmement, l'ouverture, sans limites, d'une économie au commerce extérieur avant d'avoir terminé son développement – au sens kaldorien du terme – dans le but d'atteindre un degré de compétitivité suffisant, comporte le danger, mis en évidence par la crise actuelle, d'une désorientation néfaste de sa production, et de la destruction de l'agriculture traditionnelle. C'est justement le cas de la Grèce, dont l'indice de dépendance aux importations ne cesse de croître. Or, cet aspect du déséquilibre, quoique très grave, et concernant les échanges commerciaux, a été complètement laissé de côté par l'UE.

c) Troisièmement, le processus de diminution de la charge fiscale a augmenté l'inégalité des revenus due initialement en grande partie au Pacte de Stabilité. Est-ce la peine d'ajouter que la diminution des impôts, d'abord introduite aux États-Unis par le Président Bush, est le fait d'une des multiples exigences des néolibéraux ? Elle vise à minimiser l'intervention de l'État dans l'économie, à enrichir les plus riches et rendre les pauvres encore plus pauvres.

d) Quatrièmement, en ce qui concerne la politique européenne, le sauvetage drastique des banques, qui a coûté et continue de coûter des millions d'euros aux contribuables. Dans de nombreuses économies, les sommes énormes qui ont été nécessaires à leur soutien et à leur sauvetage ont provoqué la colère tout à fait justifiée des contribuables, car les salaires ont été baissés, entraînant la chute dangereuse de la part du travail dans le PIB, tandis que les banquiers, qui portent une lourde responsabilité dans l'éclatement de la crise de 2007, reçoivent de gros bonus.

3. Pour résumer, les raisons pour lesquelles la stratégie de l'UE n'est pas viable, c'est le fait que celle-ci passe la compétitivité avant le bien-être de la population. Compétitivité pour qui exactement ? Lorsque pour l'atteindre on réduit les salaires ? C'est-à-dire, l'appauvrissement de 85 % de la population active totale des économies avancées. Par ailleurs, c'est au nom de la compétitivité que sont sacrifiés, au sein de l'UE, l'État providence, la solidarité et la cohésion.

Je ne peux donc qu'être d'accord avec ces mots de James Galbraith : « L'idée de l'UE s'est entièrement construite autour des non-sens de l'économie néo-classique ». Merci beaucoup.

Modérateur :

Merci beaucoup Professeur Negreponi pour cette très bonne intervention. Effectivement, on pouvait lire dans un article récemment paru dans la Tribune que l'UE avait trouvé sa politique économique : l'austérité.

Je vais maintenant donner la parole à Monsieur Edin Mujagik. C'est un économiste et blogueur qui vit en Hollande. Veuillez mettre vos casques pour la traduction.

Edin Mujagik :

Mesdames, Messieurs, bonjour. Comme vous venez de l'entendre, j'habite aux Pays-Bas depuis déjà presque 20 ans et j'ai décidé de venir jusqu'ici en voiture. Je dois vous dire que c'est très agréable de ne plus devoir changer d'argent ni en Belgique ni en France. On n'a pas à faire de calculs pour savoir quel prix on paie, et puis on ne reçoit pas de pièces de monnaie qui ne servent à rien dans notre propre pays – voilà un avantage de l'euro.

C'est un des avantages de l'euro mais je n'en vois pas d'autres. Et quand nous voyons les sacrifices que nous devons consentir en tant qu'États nationaux pour maintenir ce seul avantage, je pense que c'est cher payé pour profiter d'un avantage une à deux fois par an.

Évidemment, je ne vous apprends rien de nouveau en vous disant que l'expérience de l'euro en Europe n'est pas un succès. Autre fait qui n'est pas nouveau pour vous non plus, c'est que presque chaque semaine, on nous dit que l'euro est un succès. On entend souvent que l'euro nous a permis de tous profiter, notamment depuis 2008, d'une plus grande stabilité. Nous avons tous pu profiter d'une protection par rapport aux problèmes économiques au niveau mondial.

Moi, ce que j'aime, ce sont les chiffres tout simplement. J'ai donc apporté quelques chiffres pour rendre les choses comparables avec des pays qui ne sont pas des pays européens : la Norvège, l'Angleterre, la Suède. Quand on prend la croissance économique dans ces pays de 1999 (l'introduction de l'euro) à 2015, on constate qu'elle est passée de 9 à 20 % sur ces 15 ans. Évidemment, l'économie de la zone euro a connu une croissance également mais la croissance économique s'élevait à 17,5%, soit la moitié de la croissance dans d'autres pays. Et ce n'est pas tout, l'inflation est généralement inférieure à celle des pays de la zone euro. L'augmentation du chômage de 1999 à 2014 est plus forte dans la zone euro. De pas mal de points de vue, les pays qui ne sont pas dans la zone euro ont des résultats structurellement meilleurs que les nôtres. Moi, ce que j'aime bien c'est que nous avons dans la zone euro quelque chose qui s'appelle le fonds européen d'urgence pour l'euro. Qu'est-ce que c'est que ce concept ? Qu'est-ce que cela dit d'une monnaie si cette devise doit avoir un fonds d'urgence permanent pour survivre ?

La question qu'on se pose aujourd'hui est la suivante : Est-ce que l'euro est viable ? Et si la réponse avait été oui, alors on aurait pu dire : on a besoin d'un fonds d'urgence mais ça en vaut la peine. Mais ce n'est que dans le scénario où la réponse est oui. Est-ce que la réponse est oui ? À mon avis, la réponse à cette question est non.

Il y a des arguments qui sont soulevés à maintes reprises par les partisans de l'euro. Je vous en cite quelques-uns et je vais les approfondir.

Premier argument : nous avons une union monétaire en Europe et nous devons passer à une union budgétaire et politique pour permettre à cette union monétaire de survivre. Je dois vous dire franchement que cela me fait rire quand d'autres économistes ou d'autres personnes m'opposent cet argument. Parce que moi je vis aux Pays-Bas mais je ne suis pas néerlandais. Je suis né en Yougoslavie, ex-Yougoslavie. Et la Yougoslavie, c'était un exemple d'union po-

litique, monétaire, budgétaire, tous les types d'union que vous pouvez vous imaginer. J'imagine que vous suivez les nouvelles ces dernières années et vous savez que ce pays n'existe plus! Le fait que l'on ait une union fédérale, au niveau budgétaire, ne garantit pas le succès. C'est ce que montre la Yougoslavie, mais la Yougoslavie n'est pas le seul exemple. Vous vous dites peut-être maintenant que les gens en Yougoslavie ne se sont jamais aimés et que c'est pour cela qu'ils ont commencé à se battre. Non, les problèmes en Yougoslavie sont nés dans la sphère économique. Il y a d'abord eu un problème financier et le pays ne s'en pas sorti. C'est là que tout a commencé.

Un autre argument que j'entends souvent: une union monétaire sans union politique n'est pas possible. Ça aussi, ça me fait rire. Comme je vous l'ai dit, je vis aux Pays-Bas, et depuis des décennies, bien avant l'euro, les Pays-Bas ont formé une union monétaire avec un autre grand pays européen. Le florin néerlandais a été lié pendant des décennies au Mark et cette union a connu un grand succès parce qu'il n'y a jamais eu d'union politique entre ces deux pays, ni même quelque chose qui y ressemble. Ce n'était pas nécessaire. Donc une union politique ne garantit pas le succès d'une union monétaire et une union monétaire n'a pas besoin d'une union politique pour survivre.

Et puis, le plus bel argument de tous: le fait que l'euro est irréversible et qu'il est absurde de dire que l'euro pourrait disparaître. Savez-vous, mesdames et messieurs, ce qui était absurde il n'y a pas tellement longtemps? Le fait que la France et l'Allemagne partagent une monnaie. Si vous aviez dit ça dans les années 70 ou 80 aux gens, ils vous auraient répondu que c'était absurde. Ce qui est absurde aussi c'est que l'État néerlandais a dû acheter une des plus grandes banques pour la sauver. Que les gens, à Chypre, du jour au lendemain n'ont plus eu accès à leur argent. Des choses qui paraissaient absurdes mais qui se sont passées quand même. Ce que je ne peux pas comprendre, pourquoi le franc français, une monnaie qui existait depuis presque huit siècles et qui n'existe plus, pourquoi cette monnaie-là était-elle réversible alors que l'euro, une monnaie de 15 ans à peine, ne le serait pas? Je ne comprends pas. Je vous demande de m'aider à comprendre car je n'y arrive pas.

On peut dire en général que pour sauver une certaine collaboration en Europe - car j'insiste sur le fait que nous devons collaborer en Europe - c'est ce que font les humains depuis qu'ils sont humains (mais collaborer ne veut pas dire centraliser), nous n'avons pas besoin de plus d'Union européenne, mais justement de moins d'Union européenne. Là je reviens à un exemple de mon pays natal, la Yougoslavie. Dans ce pays, comme je l'ai déjà dit, les problèmes ont commencé dans le domaine financier et économique. On n'a pas pu ou su les résoudre car il y avait une pression au niveau fédéral pour centraliser davantage, pour diminuer l'autonomie des États fédérés. À un certain moment, quelques-uns de ces états fédérés ont eu le choix: ou bien ne plus collaborer du tout ou bien centraliser. Alors on a choisi la première option. Cette centralisation forcée c'est ce qui se passe en Europe parce que dans beaucoup de pays européens, il y a très peu, si ce n'est pas du tout, de support pour une union européenne fédérale. On entend souvent dire qu'un pays qui dirait non à l'Union européenne irait tout droit au désastre. Quand on me dit ça, je demande qu'on m'explique la situation de la Suède. Lors de la campagne autour du référendum suédois, un des arguments consistait à dire que si nous disions non à l'Union européenne, nous jetterions des siècles de paix, il n'y aurait plus d'investissements étrangers et ce serait un désastre économique. Une fois de

plus, regardons les chiffres. La Suède à tous les niveaux a de meilleurs résultats que nous. Les investissements étrangers continuent d'arriver en Suède. Ça n'a pas été un désastre.

Est-ce que l'euro est viable ? À mon avis, non. En guise de conclusion, mais là je dois vous citer le rapport des cinq présidents de l'UE parce que je ne veux pas citer ou refléter de manière erronée une des institutions de l'Union européenne, elle pourrait me poursuivre. Sur l'euro, les présidents du Conseil européen, de la BCE, du PE et du Groupe Euro, disent au sujet de l'euro : « Ce qu'il nous faut, c'est une vraie union économique en premier lieu. Deuxièmement, une union financière. Et troisièmement, une union budgétaire puis, enfin, une union politique qui offre des fondations aux trois unions précitées ». Je suis économiste et non architecte, mais quand on construit une maison et que l'on commence par les murs, les plafonds et le toit et que l'on prend comme dernière phase les fondations, je pense que ce n'est pas une maison où on peut vivre en sécurité. C'est pourtant ce qu'est l'euro actuellement. Je vous remercie.

Modérateur :

Merci beaucoup. D'ailleurs, effectivement, M. Macron et beaucoup d'autres en Europe ont le projet de créer un Ministre des finances européens. C'est un sujet très à la mode.

Je demande maintenant au Professeur Bagnai de venir à la tribune, ou de rester assis s'il préfère, pour s'exprimer. Merci beaucoup Professeur.

Alberto Bagnai :

Bonjour et merci pour cette invitation. Je remercie la Fondation pour une Europe des Nations et des Libertés.

Le modèle de l'UE est-il viable ? Je crois que la réalité s'impose : il n'est pas viable. C'est bien évident. Nous sommes la seule région dans l'économie globale à avoir autant de mal à se remettre d'une crise qui nous a tous frappés. Nous sommes les seuls à rester en arrière. Dans cette Europe il n'y a pas d'un côté les gagnants et de l'autre les perdants. Tout le monde est en train de perdre. Les pays qui se sentaient très forts, nos frères européens qui voulaient prendre le Parthénon grec en gage de leur créance, par exemple, je me réfère ici aux amis finlandais, se trouvent eux aussi en ce moment dans une très mauvaise situation.

La France elle-même, qui a respecté certains paramètres essentiels de l'Union, n'est pas dans une situation très favorable. Si vous regardez par exemple certaines variables qui sont cruciales, telles que le solde de la balance des paiements, en France il continue de dégringoler comme l'a fait le solde de la balance des paiements italienne jusqu'au moment où on est entré dans l'austérité. L'austérité nous a tués.

C'est clair que si on pouvait bombarder un pays entièrement, y jeter 3 ou 4 bombes atomiques, après, le solde de sa balance des paiements serait à l'équilibre : ce pays n'importerait plus rien et n'exporterait plus rien.

Voilà, c'est un peu ce que l'on a fait avec nous. Cela n'est pas une surprise. J'ai beaucoup apprécié dans les mots de Philippe le rappel à la nature économique et donc sociale de la science économique. Moi, je me méfie énormément de mes collègues qui, pour acquérir une autorité, essaient de transformer l'économie en science naturelle, ce qui sert à cacher leurs intentions politiques. Et les intentions politiques, il faut pourtant les déclarer, lorsqu'on fait des choix au nom d'une collectivité, qu'elle soit locale, nationale ou supranationale.

La faillite de l'Europe était annoncée. Il suffit de se rappeler les paroles de deux éminents économistes, à savoir Rudiger Dornbusch, aujourd'hui décédé, et Paul Krugman, lauréat du Prix Nobel. Entre 1996 et 1997, Dornbusch déclarait que le problème principal de l'union monétaire était de transférer l'ajustement au choc macroéconomique du marché de la devise (donc du taux de change) au marché du travail. Dans la foulée, Paul Krugman nous disait que le danger résidait dans la déflation et que, le temps que les banquiers centraux s'en aperçoivent, il serait trop tard. Ces déclarations, que je répète toujours, sont très faciles à retrouver sur les réseaux. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Tout le monde s'étonne qu'on soit en déflation et on s'en inquiète. Pendant 20 ans, on s'est inquiété du fait qu'on avait l'inflation, donc le principe de déflation serait un bien si l'inflation est un mal. Mais maintenant le mal c'est la déflation. Alors, si on a construit un système pour nous protéger de l'inflation, maintenant qu'on est en déflation, il faut d'abord le modifier, c'est un fait.

Pourquoi est-il logique qu'on soit en déflation ? Parce que, comme Madame Negreponi l'a rappelé, dans le système dans lequel nous sommes, s'il y a un pays qui se trouve en difficulté dans ses comptes avec l'étranger, c'est-à-dire qu'il importe plus qu'il n'exporte, pour quelque raison que ce soit, ne pouvant pas ajuster le niveau de taux de change, il est forcé d'ajuster le niveau des salaires. Et cet ajustement est toujours asymétrique. C'est-à-dire que ce n'est pas le pays qui a un surplus, qui est un créancier, qui va augmenter ses salaires, mais c'est le pays qui est en difficulté qui va devoir les diminuer. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas seulement une lutte ou une concurrence entre pays, mais c'est aussi une compétition entre le capital et le travail.

En effet, l'Union européenne est en quelque sorte un projet fait à l'image du capital. En présence de règles économiques où tout ajustement macroéconomique se décharge sur les salaires et, qui plus est, sur les salaires à la baisse, les employés travaillent pour le capital.

Aujourd'hui, même les Allemands admettent que ce système s'est fragilisé. Face à la grande responsabilité européenne vis-à-vis de ce projet, on a toujours tendance à rejeter la faute sur les autres. On accuse donc les Américains et leur crise financière d'être la cause de nos souffrances. C'est vrai, mais le système était déjà fragilisé par le fait qu'avec les réformes du marché du travail les Allemands ont engagé la précarisation du marché du travail et par conséquent la baisse des salaires réels qui est l'une des causes déterminantes de leur succès.

Si le pays le plus fort baisse ses salaires – ce qui signifie que ses salaires ne sont pas bas par rapport aux nôtres mais par rapport à sa productivité -, tous les autres pays sont forcés de le suivre. Baisser les salaires dans un pays riche est une mesure dont les couches sociales les plus démunies peuvent se relever. En revanche, le faire dans un pays pauvre, c'est ouvrir la voie à la misère, à la famine, comme on a pu le voir en Grèce, ou même de plus en plus en

Italie. C'est refuser les traitements aux malades, c'est détruire l'école, c'est détruire l'accumulation du capital humain. Le modèle économique européen n'est pas viable parce qu'il est guidé par l'idée allemande que nous devons faire concurrence aux Chinois en baissant les salaires plutôt qu'en faisant la promotion de ce qui fait notre excellence. Avec ces principes, les Allemands sont en train de détruire notre culture pour la troisième fois hélas en un siècle.

Encore une fois, ce serait dangereux de ne voir que l'opposition Allemagne/France ou Italie/Allemagne. Les aspects en jeu sont plutôt capital contre travail ou idées néoclassiques et néolibérales contre idées keynésiennes.

J'en veux pour preuve les deux piliers sur lesquels s'appuie le projet européen, à savoir bien entendu le Traité de Maastricht et le Traité de Schengen. Ces deux traités ont beaucoup de points communs dans leurs structures, qui expliquent pourquoi ils conduisent à la faillite.

Le traité de Maastricht, ou la monnaie unique, constitue une expérience très poussée d'intégration financière. Il favorise la circulation des capitaux, non seulement pour acheter un café, comme le disait mon collègue hollandais, mais aussi pour financer des investissements. Le Traité de Schengen, lui, favorise la circulation du travail. Quel est le principe à la base de ces deux traités ? C'est l'idée que le libre mouvement des capitaux et le libre mouvement du travail sont auto-équilibrants. Or, il a été montré qu'on n'obtenait pas le résultat escompté. Lorsqu'on est entré dans ce projet, il y avait des pays du sud qui avaient besoin d'investissements et des pays du nord qui étaient riches. On a pensé que le capital irait du nord vers le sud, que le sud rattraperait son retard et que tout le monde serait sur un pied d'égalité.

Mais il y a deux choses qui ne fonctionnent pas ici. D'abord, la « fable » qui voudrait que le loup aide l'agneau à devenir aussi fort que lui pour lui faire concurrence n'est pas réaliste. Puis, du point de vue économique, les capitaux bougent non pas par rapport à leur rareté mais par rapport à des mobiles spéculatifs. Quand un pays est en phase de croissance, on va injecter de l'argent et cet argent va faire croître le pays encore davantage, en conséquence de quoi on va injecter encore plus d'argent. C'est ce qui s'est passé avec la Grèce, le Portugal, et en partie en Italie. Mais lorsqu'arrive le moment de restituer cet argent, c'est la catastrophe.

Avec Schengen, c'est à peu près la même chose. Si dans un système économique l'équilibre se fait par la réduction des salaires, il faudra nécessairement qu'il y ait du chômage parce que, pour les salariés qui ont une famille à nourrir et toutes sortes de dépenses à assumer, la réduction du salaire pour améliorer la compétitivité du pays n'est pas un argument facile à accepter. C'est à cela que servent les lois travail adoptées dans différents pays gouvernés par la gauche. Il est remarquable en effet de voir que les réformes contre le travail sont toujours faites par les socio-démocrates et les socialistes – en Allemagne, en Italie, en France... et je suis fier d'avoir commencé mon activité publique comme économiste dans un journal de gauche en leur disant qu'ils avaient besoin d'un « boucher avec un tablier rouge » pour masquer les éclaboussures de sang. Mais une fois la boucherie terminée, il y a du chômage. Et comment faire pour y remédier ? Un collègue dans un de ses papiers décrivait l'exemple de la Lettonie. La Lettonie c'est magnifique – ils ont baissé les salaires et le chômage a diminué ! Pourquoi ? Parce que 10 % de la population s'en est allée. C'est à cela que sert Schengen – la mobilité du travail c'est pour que les gens qui n'ont pas de travail aillent le chercher ailleurs.

Mais que se passe-t-il s'il n'y en a plus ailleurs non plus ? Évidemment on se bagarre. C'est ce qui en train de se passer. C'est donc pour cela que les économistes américains et anglais disaient dans les années 1970 que ce projet menacerait la paix, et pas seulement la prospérité, sur notre continent. Ces deux piliers se basent donc sur une idée du marché qui se règle lui-même, donc qui peut se permettre de balayer l'état, de balayer la souveraineté, de balayer les assemblées législatives. Cette idée aujourd'hui est sur le déclin. Et si on me demande : et maintenant ? Je répondrais qu'il faudra rétablir des défenses qui soient fondées sur un sentiment démocratique et la construction d'un Etat responsable à même de discipliner le marché. On l'a fait. En tant qu'homme de gauche, je vais conclure – et ça va vous faire très plaisir – en disant que Mussolini avait fait une très bonne loi bancaire qui a hélas été réformée dans les années 1990 pour obéir à l'Europe. Maintenant nos banques sont pourries. Faites très attention à l'Italie car c'est un pays en danger donc très dangereux. Merci.

Modérateur :

Merci beaucoup Professeur Bagnai. Merci beaucoup pour votre absence de sectarisme. Effectivement, ce n'est pas tout à fait courant chez nous. On regrette profondément que Jacques Sapir n'ait pas pu venir. Il est en déplacement, mais on va lancer la vidéo qu'il a bien voulu enregistrer, pour l'écouter. Elle dure une dizaine de minutes.

Jacques Sapir (vidéo) :

La stratégie économique de l'Union européenne est-elle viable ? Jacques Sapir, directeur des études de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Il faut d'abord s'entendre sur ce que l'on comprend par le mot « viabilité ». Techniquement et économiquement cela veut dire « cette stratégie est-elle capable non seulement de fonctionner mais encore de créer les conditions de son fonctionnement ultérieur. C'est ça la définition de la viabilité. De ce point de vue, très clairement, la stratégie européenne n'est pas viable. Et puis, il y a le sens commun du terme « viable » signifiant « qui peut vivre ». Dans ce cas, effectivement on peut penser que l'UE va pouvoir « vivoter ». Ce n'est pas « vivre » dans la situation actuelle mais on comprend aussi qu'elle va être confrontée à un nombre croissant de crises.

Je m'explique.

Nous voyons aujourd'hui que cette stratégie adoptée par la Commission européenne et qui est grosso modo soutenue par les principaux États au sein de l'UE, consiste à dire la chose suivante : La BCE va faire le maximum de manière à éviter une forte hausse des taux d'intérêt qui serait normalement logique, tout simplement parce que plusieurs pays, dont l'Espagne, l'Italie, la Grèce évidemment, mais aussi la France et le Portugal, connaissent des difficultés économiques. En contrepartie de cette politique qui, inondant d'une certaine manière le marché monétaire de liquidités, maintient les taux d'intérêt relativement bas, les États vont pratiquer des politiques d'austérité. Et les politiques d'austérité sont d'autant plus importantes que ces États ne peuvent pas s'ajuster avec des taux de change. En d'autres termes, l'ajus-

tement qui serait d'une certaine manière l'ajustement normal par les taux de change n'est pas possible évidemment au sein de la zone euro.

Donc, on a d'un côté un très grand assouplissement monétaire, et je suis persuadé qu'au mois de juin Mario Draghi, le président de la BCE, va aller un petit peu plus loin dans cette direction, mais en contrepartie des politiques d'austérité qui aujourd'hui sont en train de tuer la plupart des pays de l'UE et de la zone euro. Pourquoi? Tout simplement faute de pouvoir ajuster les taux de change: nous avons un pays qui bénéficie aujourd'hui d'une prime économique extrêmement importante - c'est l'Allemagne. Si l'Allemagne devait avoir son propre taux de change, non pas de l'euro mais du Deutsch Mark, le taux de change de l'Allemagne serait probablement à \$1,5, \$1,6 peut-être même à \$1,7. Aujourd'hui il est à \$1,14. Donc, l'existence de l'euro et des institutions de l'UE donne une prime d'environ 30-40% sur le taux de change de l'Allemagne. Mais en contrepartie de ce taux de change faible, l'économie allemande a bien évidemment dévasté l'ensemble des économies des pays qui lui sont proches: l'économie française, l'économie italienne, l'économie espagnole, j'en passe. Et cela est à l'origine de la situation de stagnation que nous connaissons aujourd'hui dans de très nombreux pays.

Aujourd'hui le 4 mai ont été publiées les évolutions de la demande intérieure pour la zone euro et pour l'UE 28. On voit bien que partout la demande intérieure se contracte. Sauf en Allemagne. Donc, ce n'est pas une stratégie viable et on sait bien quelle serait la stratégie possible. Ce serait d'une part, d'engager de très fortes dépenses publiques en matière d'équipement et d'investissement. J'ai dit bien d'équipement et d'investissement. Il ne s'agit pas de lâcher la bride au budget, d'augmenter l'ensemble des dépenses de manière inconsidérée, il s'agit aujourd'hui de relancer essentiellement les équipements publics, les infrastructures, les services publics. Et en contrepartie de laisser les pays ajuster leur taux de change. Et donc sortir de l'euro et procéder à des ajustements plus ou moins importants.

Ainsi, dans un sens, les pays pourraient à court terme annuler une partie de l'excédent commercial gigantesque de l'Allemagne car, je le répète, l'Allemagne grâce à l'euro, grâce à la stratégie qui était mise en place au sein de l'UE, enregistre aujourd'hui un excédent commercial qui, rapporté à la taille de son économie, est plus important que l'excédent commercial chinois. Nous avons un excédent commercial compris entre 6 et 8% du PIB. Il n'est pas, dans l'histoire des pays européens, de pays qui ont maintenu cette situation pendant plus de deux - trois ans. Or, cette situation, l'Allemagne la maintient depuis grosso modo 2006. Elle a bien entendu subi le contrecoup de la crise financière de 2008-2009 mais elle est ensuite repartie sur les mêmes ordres de grandeur de son excédent commercial.

Donc, les pays européens à court terme récupérerait des marges de compétitivité et d'une certaine manière ils mangeraient l'excédent commercial allemand, mais à moyen et à longue terme - grâce aux investissements faits dans les infrastructures et dans les services publics ils remontreraient leur compétitivité générale et pourraient, à terme, avec des appréciations ou plutôt des dépréciations de leurs monnaies, nettement plus faibles, arriver à la fois à retrouver un équilibre par rapport à l'Allemagne mais surtout à retrouver un équilibre interne. Retrouver justement toute la logique de plein emploi - le plein emploi au sens économique en sachant que par le plein emploi au sens courant du terme on parle on parle de plein d'emploi

au sens économique, signifiant que le chômage est tombé à 4 ou 5 % de la population active. Cela laisserait quand même 4 ou 5 % de la population au chômage, mais ce serait évidemment bien mieux qu'aujourd'hui où on est à plus de 10 %.

Voilà pourquoi la politique de l'UE n'est pas viable économiquement au sens où elle ne permet pas aux pays de prospérer et elle ne permet pas aux pays de se développer dans le cadre de ces politiques européennes.

Malheureusement, on peut considérer aussi que cette politique est viable au sens courant du terme, c'est-à-dire que, oui, l'Europe peut vivre encore 3 ou 4 ans dans ce genre de situation, en sachant que la crise ne cessera pas de s'aggraver. Il y a aujourd'hui une crise évidente en Espagne, il y a une crise évidente au Portugal, on même ne parle plus de la Grèce tellement c'est abominable ce qui s'y passe, mais il y a aussi une crise latente en France. Si on ne sort pas de cette situation, la situation ira crescendo dans les prochaines années.

Je dois ajouter sur ce point que, si on mettait à l'œuvre les politiques annoncées par des hommes politiques comme François Fillon ou Alain Juppé, qui d'une certaine manière font une espèce d'une course à l'échalote à qui diminuera le plus les dépenses publiques. Les conséquences sur l'économie française seraient réellement dramatiques. Pensez que les 70 milliards d'économies que François Fillon veut réaliser (Alain Juppé parle, lui, de 50 à 55 milliards) représentent plus de 3 points de PIB aujourd'hui. Si vous coupez dans les dépenses publiques pour 3 points de PIB les conséquences négatives portent sur l'ensemble de la production. Et l'une des conséquences de ces politiques de super-austérité (parce que on est déjà dans la politique d'austérité) sera très probablement de faire grimper le taux de chômage à 14 ou 15 %.

Modérateur :

Je vais demander à Jean-Claude Werrebrouck d'intervenir. Soit à la table, soit à la table là-bas, comme vous préférez Jean-Claude.

Jean-Claude Werrebrouck :

J'aimerais insister sur l'idée suivante : on parle de stratégie et moi je crois qu'il n'y en a pas. Il ne peut pas y avoir de stratégie économique à partir du moment où on met en avant le marché et on fait reculer les politiques en permanence. Je sais qu'un certain nombre d'économistes, notamment les économistes libéraux ou néoclassiques, disent : le marché fait mieux que le règlement. Le règlement c'est effectivement le politique. Et vous avez pu voir dans la presse cette semaine une chose qui m'a beaucoup amusé : au fond la cigarette électronique qui vient du marché fait beaucoup mieux que les lois anti-tabac. Le marché fait mieux que le règlement.

Dans cette idée-là, on est allé très loin. J'en reviens à la monnaie, mais la monnaie elle-même fait partie de la politique. Si on dépolitisait la monnaie ? Si on la privatisait ? Vous assistez là à

la naissance de ce que j'appelle le système financier qui va être effectivement catastrophique, bien sûr pour nous mais également pour l'ensemble de la planète. Comment dépolitise-t-on une monnaie? Eh bien, interdisez à l'État de battre monnaie – bizarre. Faites en sorte que la banque centrale soit complètement coupée du trésor – bizarre. Faites en sorte que la banque centrale soit totalement indépendante. Et puis, faites en sorte que toutes les monnaies puissent se transformer. Il n'y a plus d'écluse, il n'y a plus de barrage, il n'y a plus de taux de change, et sur des quantités non limitées, quelle belle facilité! Et puis, bien entendu, il faut libérer les mouvements de capitaux.

À quelle échelle? À l'échelle de l'Europe bien sûr. Notre Europe qui est un modèle réduit de mondialisation « parfaite ». Effectivement nous avons un système financier parfaitement homogénéisé qui peut se déplacer parfaitement sans aucune difficulté à l'intérieur de l'ensemble des pays qui ont abandonné toute forme de frontières.

Et qui est derrière cela? Évidemment la finance. Mais une finance qui pourrait se déplacer et bénéficier de l'hétérogénéité des différents pays qui peuplent l'Union européenne. Évidemment l'économie réelle elle aussi va trouver de quoi s'implanter et bénéficier, là aussi, de l'hétérogénéité des différents pays. Ainsi l'Europe, faite pour homogénéiser, va pouvoir finalement, grâce à cette finance, se détricoter tout doucement. Le monde économique comme le monde financier pourra bénéficier des hétérogénéités des différences de salaire, des différences de fiscalité, des différences de niveau de fraude fiscale, par exemple.

Et puis on va creuser en quelque sorte les spécialisations. Et de ce point de vue-là, j'en vois deux: la spécialisation complètement catastrophique, avec l'exemple de la Grèce. Ça commence par exemple avec le Crédit agricole et puis les autres banques. Pourquoi le Crédit Agricole? Tant de banques se sont précipitées en Grèce. C'était tellement bien la Grèce: une monnaie de réserve, c'est fini la Drachme - et des taux d'intérêt beaucoup plus faibles. De quoi faire fonctionner la machine à importer. De quoi faciliter la grande distribution, notamment française. De quoi faire effectivement pleuvoir des bombes atomiques - l'idée a été lancée tout à l'heure - sur le sol grec. Il n'y a plus rien. Plus d'industrie, plus d'agriculture. Le tourisme d'ailleurs, il bénéficie de circonstances particulières de l'autre côté de la Méditerranée, mais ce n'est pas fameux. Il n'y a plus rien. Ça, c'est la spécialisation catastrophique.

Et puis, vous avez d'autres formes de spécialisation. Celle, notamment d'autres pays du sud et le plus grand d'entre eux peut-être – l'Espagne. Vous avez des spécialisations modérées là où l'économie réelle se dit: je suis protégée par des taux de change, je peux allonger les chaînes de la valeur, je ne risque plus une dévaluation. Moi Allemand, je ne risque plus de dévaluation compétitive à la périphérie de mon empire. C'est terminé. Je peux donc émietter les chaînes de la valeur et bénéficier en chaque point de l'Europe des circonstances les plus avantageuses.

Par conséquent, au lieu d'homogénéiser on va finalement détricoter des nations – les détruire, les ravager progressivement avec quelquefois, dans le cas de spécialisations que je qualifie de modérées, des effets externes ravageurs. Je veux dire que la France est complètement victime de l'Espagne aujourd'hui qui, à force de baisse des salaires, est entrée en compétition avec un certain nombre d'industries moyen de gamme en France.

Ainsi, en présence d'une finance totalement homogénéisée, on bénéficie très largement des hétérogénéités que l'on creuse. Quant aux États, il ne leur reste plus qu'à s'efforcer de rapiécer, car, fondamentalement, un État produit ou essaie toujours de produire de l'homogénéité, qu'il s'agisse du droit, de la langue, de la fiscalité etc. moyennant un coût élevé. Or on n'a même plus les moyens de dépenser pour homogénéiser, ni pour reproduire l'État-nation qui se détricote. Et derrière tout cela, la fin de l'histoire est fort triste: on assiste au recul de la république et à la montée des minarets. Je vous remercie.

Modérateur:

Avant de laisser la parole au dernier interlocuteur, j'invite le public à commencer à préparer par écrit ses questions que je vais demander à une hôtesse de venir récupérer pour qu'on puisse les poser à nos intervenants.

Je remercie le Professeur Goodwin. Professor Goodwin if you want to begin?

Matthew Goodwin:

Merci pour votre invitation. Je remercie la Fondation de m'avoir invité aujourd'hui.

En Grande-Bretagne un choix très intéressant se pose à nous. Dans cinq semaines nous allons nous prononcer dans un référendum concernant la présence de la Grande Bretagne dans l'UE. J'y reviendrai.

La stratégie économique de l'UE est-elle viable? Est-ce que la zone euro est viable? Je n'ai pas besoin de vous dire à vous que la zone euro est confrontée aujourd'hui à de très grands défis, de très grandes difficultés. Certains de ces enjeux ont déjà été évoqués. Je vais développer les autres.

Nous sommes aujourd'hui dans une zone économique qui est confrontée à des problèmes de long terme, à des problèmes structurels qui ne semblent pas pouvoir trouver de solutions dans un avenir proche.

Tout d'abord, comme les autres observateurs l'ont également relevé, la croissance économique fait cruellement défaut, avec des perspectives très faibles de croissance comparables à d'autres régions économiques mondiales. Quand on regarde les estimations actuelles, l'UE envisage un taux de croissance d'à peine 1,5%, contre 2,5% aux États-Unis et 6,5% en Chine et 7,5% en Inde. Je me méfie des prévisions économiques parce qu'en Grande-Bretagne très souvent nos prévisions économiques se sont révélées tout à fait fausses. Donc, regardons les faits, regardons la réalité.

Au dernier trimestre de l'année dernière, le PIB dans la zone euro était encore en-dessous de son niveau pré-crise mondiale en 2006. En même temps, les États-Unis dans la même période ont enregistré une croissance de l'ordre de 10%. En fait, l'année dernière, la zone euro

avait la même taille, le même poids qu'il y a 10 ans. Tous les autres continents du monde ont enregistré une croissance économique pendant cette décennie, à l'exception de la zone euro et d'une autre région – l'Antarctique.

Deuxièmement, il me semble également important d'évoquer un sujet dont on n'a pas suffisamment parlé. Cette absence de croissance s'est produite à un moment où le prix de l'énergie a baissé. Il y avait une crise du pétrole qui aurait dû augmenter la consommation des ménages et le développement économique.

On continue d'avoir des niveaux de dette publique très élevés partout dans la zone euro. La dette publique en pourcentage de PIB reste autour de 90 % dans la zone euro et 85 % dans l'UE. L'époque du Traité de Maastricht est bien loin où le taux de la dette publique était autour 60 %.

Autre facteur, déjà mentionné par les autres orateurs : nous manquons de capacité de concurrence dans les pays d'Europe du Sud. Mais c'est également vrai en Europe de l'Est. Aujourd'hui les déficits courants sont importants dans ces pays et par conséquent il y a un manque de compétitivité, de concurrence par rapport à d'autres pays forts comme l'Allemagne. Et nous n'avons pas de mécanisme de correction naturelle que nous avons peut-être à l'époque, à savoir, le fait de pouvoir recourir à des taux de change. De plus, évidemment l'austérité est présente – l'austérité qui a pesé sur le PIB sans pour autant changer le ratio PIB/dette. Certains États de l'UE ont donc vu leur dette augmenter. Et aujourd'hui certains pays courent de plus en plus vite mais n'arrivent pas à augmenter leur production ou même sont en recul.

Mais ce qui est important pour cette conférence notamment, qui essaie d'envisager l'avenir, c'est qu'il y a aujourd'hui de très grandes différences en termes de niveau de développement économique dans les pays de l'UE et de la zone euro. C'est ce point qui me rend inquiet face à l'avenir.

Pour vous faire une idée de ce à quoi cela ressemble, regardez cette carte qui montre le PIB par habitant en 2015. Quand on regarde les résultats dans la zone euro, il y a les Pays-Bas tout en haut qui s'en sortent un peu mieux que les autres, puis il y a la Lettonie en bas. On peut également mettre en rapport la Suède en haut avec la Bulgarie et c'est cette différence de développement économique qui a donné lieu à un désir d'harmonisation qui en fait a fait beaucoup de mal à la société européenne. D'ailleurs, toutes les harmonisations, toutes les législations n'ont pas beaucoup aidé au développement des affaires et n'ont pas non plus été bénéfiques aux citoyens.

Quand on regarde les États en jaune qui sont les candidats à l'accession, à savoir le Monténégro, la Macédoine, l'Albanie, la Serbie, la Turquie, c'est difficile de voir en quels termes l'accession pourrait être possible pour ces pays dont les performances ne sont pas comparables à ceux qui ont rejoint l'Union européenne ces dernières années. Il n'y a aucun moyen pour ces pays d'arriver à améliorer la situation. Au contraire, nous allons augmenter encore l'immigration de l'Est vers l'Ouest. C'est une question qui aujourd'hui se pose de façon urgente, particulièrement en Grande-Bretagne. On a eu ce débat sur ce qui aujourd'hui cause la

migration de près de 300.000 nouveaux arrivants en Grande-Bretagne chaque année. David Cameron a dit que le nombre élevé de migrants a été la conséquence de l'état-providence de l'Angleterre, qui attirerait les migrants désireux de bénéficier des allocations. Je dirais pour ma part que ce changement démographique est une conséquence de la très grande différence de niveau de développement économique entre les pays qui forment le continent européen, différences qui ne vont pas être atténuées de sitôt.

Les réalités économiques actuelles sont donc très diverses et très éloignées de ce qu'avaient à l'esprit en 1957 les fondateurs de l'UE. La situation était différente également pour la Grande-Bretagne quand elle a rejoint l'UE. Les Britanniques faisaient preuve de pragmatisme économique, convaincus que ça fonctionnerait. Parmi les autres défis qui se posent aujourd'hui à la zone euro, on pourrait parler du défi démographique, de la bombe à retardement qu'est la baisse de la natalité. On pourrait également parler du chômage ou encore de la crise des réfugiés. D'après les estimations, la facture pour l'Allemagne s'élèvera pour l'année prochaine à près de 26 milliards d'euros et, si l'Allemagne ne réussit pas à intégrer la grande majorité de ces réfugiés, le coût total sera de l'ordre de 350 à 400 milliards d'euros dans les dix ans à venir.

Je tenais à conclure en soulignant un autre défi important qui se pose à la zone euro et qui n'a pas encore été évoqué lors de ce colloque. C'est le défi de l'opinion publique. Étant spécialiste des sciences politiques, c'est quelque chose qui m'intéresse tout particulièrement. Que pense la population ? Que pensent les citoyens européens de l'Europe ? Avec cette question on perçoit tout de suite l'autre grande difficulté de la zone euro. La plupart des habitants européens se demandent ouvertement aujourd'hui - ce qui n'était pas le cas par le passé - si l'Union européenne est un modèle viable. Une grande majorité en France, en Italie et dans beaucoup d'autres pays européens croit aujourd'hui que l'UE ne va plus dans la bonne direction, qu'elle a fait des mauvais choix. D'après des données qui remontent à la fin 2015, 80 % des Français ne sont plus d'accord. En France, le pourcentage d'électeurs qui pensent que l'UE fonctionne a chuté de 8 % en un an. En Grande-Bretagne de 4 %.

Une grande majorité de la population européenne se rend également compte aujourd'hui de ces grands écarts de développement, des inégalités économiques en Europe entre les pays fondateurs, les pays du centre de l'Europe et les pays moins importants. Aujourd'hui 60 % d'Européens pensent que l'Union profite essentiellement aux pays les moins développés. Aujourd'hui, ce dont nous parlons est un fait compris par les électeurs européens.

Troisièmement, la majorité des européens pensent aujourd'hui que leur économie nationale a beaucoup souffert des politiques d'austérité et de la pression de l'Union européenne sur les différents États pour réduire les dépenses publiques.

Près de 80 % des Français pensent toujours que les politiques européennes ont été au détriment des politiques nationales. C'est plus de 3 % par rapport à l'année dernière. Et la France n'est dépassée que par l'Italie en termes de désabusement concernant l'incidence des politiques européennes sur les politiques nationales.

Et enfin, et surtout, le soutien global de la monnaie unique – l'euro – n'a fait que s'amenuiser ces dix dernières années. Cette tendance était à la baisse pendant une décennie. Moins de

60 % des personnes consultées partout dans l'UE sont aujourd'hui en faveur d'une monnaie unique. En France, le taux de soutien à l'euro a perdu 10 points ces dix dernières années. La Grande-Bretagne, représentée en jaune sur le graphique et qui, heureusement, n'a jamais pris la décision de rejoindre l'euro, est dans une situation un peu différente. Et c'est cela qui nous met aujourd'hui en position de vouloir quitter l'UE.

En quelques mots, et en conclusion, une multitude de défis très profonds se posent aujourd'hui dans l'UE. Ils ne sont pas tous économiques, certains sont politiques et aujourd'hui les opinions publiques en prennent conscience et s'en saisissent. Ces problèmes ne vont certainement pas trouver de solutions dans un futur proche. Au contraire, quand on regarde l'évolution du prix de l'énergie, quand on regarde les décisions politiques prises au niveau européen – ces problèmes ne vont probablement aller qu'en empirant. Face à la désillusion publique et au soutien témoigné aux partis eurosceptiques il est difficile de ne pas arriver à la conclusion qu'à moins d'un changement radical la zone euro n'est plus aujourd'hui un projet politique viable.

Modérateur:

Merci beaucoup Professeur Goodwin. Il est clair que la stratégie économique européenne est mauvaise. C'est à peu près évident pour tout le monde. Je suis ravi que tout le monde ait pris un angle différent pour en parler. C'était autant plus d'intéressant. Sur ce sujet, on a essayé de nous faire porter tous le même costume mais un costume qui ne convient à personne, à aucun pays. Nous avons d'ailleurs été habitués depuis trente ans à ce que l'on nous demande d'être tous les mêmes d'un pays à l'autre. Mais le problème c'est que les peuples sont différents. Ils appartiennent certes au même continent européen, ils ont une part de culture en commun, mais il reste des différences qui réclament des politiques économiques différentes. C'est à mon sens quelque chose d'important. Ainsi, gouverner le peuple, c'est gouverner en utilisant au mieux les qualités respectives de ce peuple et non en lui imposant une culture qui n'est pas la sienne, en lui imposant une politique économique avec laquelle il n'est pas d'accord.

Passons maintenant aux questions. Je veux bien qu'on me ramène des questions papier. Si nos députés ont des questions à poser je les aussi invite à le faire.

Marine Le Pen va se débrouiller parce que personne n'en pose.

Marine Le Pen:

Merci, je veux poser une question à la place de ceux qui n'osent pas la poser. Je suis saisie de grands débats au sein du mouvement que je préside et je me réjouis d'ailleurs que ce débat existe, notamment autour de députés européens. Je vois qu'aujourd'hui ils sont bien discrets, ou peut-être bien timides, alors je vais me faire le porte-parole de leur questionnement.

Je ne sais pas d'ailleurs exactement dans lequel des quatre thèmes j'aurais dû inscrire cette question-là. Mais vous avez évoqué le quantitative easing. Un certain nombre de gens qui réfléchissent sur le moyen de sortir de la situation dans laquelle nous sommes évoquent une

forme de porte de sortie qui serait la mise en œuvre d'un quantitative easing mais à destination directement des États, des gouvernements et pas à destination des banques. On créerait donc une masse monétaire. Et si j'ai bien compris ce qu'ils m'expliquent, on donnerait plus précisément aux pays qui sont les plus victimes de l'austérité et moins aux pays qui s'en sortent le mieux, c'est-à-dire en réalité l'Allemagne.

C'est chaque État qui pourrait ainsi réaliser la grande politique d'investissement dont a parlé tout à l'heure Jacques Sapir. Je voulais avoir votre avis. Pensez-vous que cette solution est viable et, si elle l'est, est-ce qu'elle remplit l'intégralité des conditions pour nous permettre d'obtenir au moins autant de résultats que les résultats que nous obtiendrions si nous retrouvions notre monnaie nationale ?

Modérateur :

Quelqu'un veut-il répondre à cette question ? Jean-Claude, s'il vous plaît :

Jean-Claude Werrebrouck :

Oui, c'est une question importante et complexe. Elle est importante parce que je crois qu'il faut d'abord expliquer que le quantitative easing n'a qu'un seul objectif aujourd'hui, c'est de maintenir le système financier en l'état et de maintenir également l'unité de la zone euro.

Si aujourd'hui vous retirez le quantitative easing, très vite les marchés monétaires vont être très malades. D'ailleurs ils n'ont pas été réparés depuis 2008. Et très vite vous aurez les différences de taux et très vite on va avoir un spread insupportable. Donc, ce n'est pas dit par la Banque centrale mais aujourd'hui le QE a pour vocation ultime de maintenir le système euro plus au moins en l'état. Alors qu'est-ce qu'il faut faire ? Vous faites le quantitative easing non pour les banques mais pour les États et pour les nations. Plusieurs stratégies sont possibles mais il y a une condition préalable : il faut « donner un coup de pied dans la fourmilière ». La question est de savoir comment on va le donner. Je pense qu'il faut ouvrir des négociations sérieuses avec l'Allemagne et dire que désormais la République française va rétablir sa souveraineté monétaire. Rétablir la souveraineté monétaire ça veut dire que désormais la banque centrale est dépendante du trésor, dépendante de l'État. C'était une première chose.

Deuxième chose, il faut bien entendu que les pouvoirs politiques qui vont mettre cela en œuvre soient des pouvoirs politiques sérieux. Il ne s'agit pas de faire du quantitative easing et de tout distribuer comme ça. Comme cela a été évoqué tout à l'heure, il faut de l'investissement, un investissement pour le rétablissement de la puissance économique du pays, de la France. Et l'équilibre d'une balance commerciale, donc l'équilibre de la nation, passe par les exportations industrielles. C'est l'Industrie qui fait les exportations.

Autrement dit, le quantitative easing c'est de l'investissement en amont, le plus en amont possible, c'est-à-dire dans la recherche et développement. Cela revient à augmenter de manière massive les budgets de recherche et développement. La France se porte assez bien mais

pourrait mieux faire. Elle a décroché au niveau industriel, au niveau des robots. Le parc de robots par tête de salarié en France est beaucoup plus faible que dans bien des pays, y compris l'Italie ou l'Espagne. Donc il faut investir massivement dans la recherche et développement, dans l'industrie haut de gamme. Et l'industrie haut de gamme c'est l'industrie militaire.

En investissant massivement dans les industries militaires vous aurez des résultats. Après, il suffit de laisser faire le marché.

Tout à l'heure je me suis amusé avec l'exemple de la cigarette électronique, mais ce n'est pas tout à fait faux. Investissez le plus en amont possible et vous finirez par obtenir des résultats. La question mériterait un colloque...

Modérateur:

Merci Jean-Claude. Je crois que le Professeur Bagnai voulait ajouter quelques mots à ce sujet.

Alberto Bagnai:

Oui, très rapidement. Pourquoi cette politique ne peut pas être menée par la BCE? D'abord, si on permettait à la Banque centrale européenne de décider quel pays doit faire quels investissements, avec combien de monnaie, on donnerait à Draghi (contre lequel je n'ai rien de personnel) tous les pouvoirs pour être l'empereur de l'Europe. Il est donc clair qu'une telle politique de financement monétaire, de dépenses et d'investissements publics ne peut être confiée au niveau politique qu'à des banques nationales des pays membres.

Deuxièmement, si aujourd'hui Draghi n'était pas guidé par les Allemands et qu'il décidait d'avantager l'Italie, il imprimerait 500 milliards d'euros et il nous les donnerait. On pourrait alors revitaliser notre économie mais où irait-on acheter les machines? En Allemagne. Donc une politique consistant à pousser de l'investissement financé par la monnaie dans l'euro - donc avec les écarts de compétitivité qui existent - ne ferait que creuser le déficit extérieur des pays faibles. Il faut rétablir des taux de change qui ont un sens justement pour ouvrir de l'espace aux politiques fiscales. Ce n'est pas pour encourager les exportations qu'on doit rajuster le taux de change, c'est pour ouvrir de l'espace afin de pouvoir relancer l'économie sans être obligé d'acheter des biens à l'étranger du fait que les prix sont trop avantageux.

Nous sommes un pays du sud, soi-disant faible ou fort, je n'ai pas bien compris, ce n'est pas important. On n'a pas cessé de nous dire que l'euro était là pour nous empêcher à nous, pays du sud, de faire une dévaluation. Ce n'est pas vrai. Cet argument il faut le renverser complètement. L'euro a été mis en place pour empêcher l'Allemagne d'avoir une devise à la hauteur de sa puissance qui lui permette de se rééquilibrer avec le reste du monde. L'euro n'est pas là pour nous empêcher de dévaluer, l'euro est là pour empêcher les Allemands de réévaluer. En réalité ils ont l'avantage. Les Allemands sont les plus grands manipulateurs de devise de l'histoire de l'humanité. Et c'est aussi pour cela qu'ils ont le plus fort excédent commercial de l'histoire de l'Europe, comme Jacques Sapir l'a rappelé de tout à l'heure.

Modérateur:

Merci Alberto. Le monde idéal serait effectivement un monde où on arriverait à avoir des balances commerciales équilibrées. C'est le fameux thème de la Charte de La Havane et ça permet évidemment d'éviter d'avoir des tensions qui se creusent parce que certains s'enrichissent de façon trop forte pendant que les autres s'appauvrissent avec toutes les tensions que cela entraîne. On va vite passer aux questions du public parce qu'on est en retard, mais j'ai une question et je vous remercie d'y répondre très brièvement. Voici la question d'Olivier: comment sortir de la nasse des dettes des États? En effet, si la France sortait seule de la zone euro, le taux d'intérêt augmenterait et cela réduirait notre capacité d'emprunt par ailleurs. Alors comment faire pour sortir de la nasse des dettes des États quand on sort de l'euro? Quelqu'un veut-il intervenir sur ce sujet?

Alberto Bagnai:

Oui, mais il faut d'abord préciser que nous sommes en crise non pas à cause de la dette publique mais à cause de la dette privée. J'ai été crucifié il y a cinq ans en Italie pour cela. Maintenant je suis ressuscité parce que même la BCE le dit! Elle l'a déjà admis en 2013 par la voix de son vice-président Vítor Constâncio, un économiste portugais très doué qui a d'ailleurs publié cette explication de la crise dans une revue scientifique.

Pour preuve de cette affirmation, ce sont les banques qui font faillite, et pas les États, à l'exception de l'État grec qui a été poussé à la faillite. Qu'est-ce qui arrive à la dette publique? La dette publique en Europe est moyennement soutenable. C'est la Commission européenne qui nous le dit et elle le dit aussi de pays comme l'Italie qui ont une dette assez élevée.

Quel est le plus grand danger pour la dette publique en ce moment en Europe? Le plus grand danger est la déflation. Il faut faire attention: lorsqu'on parle de déflation, on se dit que les prix vont baisser et qu'on va donc acheter plus de choses avec notre argent. Mais pour que les prix baissent, les salaires doivent baisser, ce qui signifie que quelqu'un doit quitter son emploi. Donc il y a moins de richesse, il y a moins d'argent qui circule. Le problème de la dette ce n'est jamais son niveau. J'imagine que M. Bill Gates est plus endetté que moi mais pour lui ce n'est pas un problème. Pour moi, ce serait un problème d'avoir des dettes à la hauteur des siennes, parce que je gagne un peu moins, un tout petit peu moins que lui... Donc, c'est par la croissance qu'on doit résoudre le problème de la dette, et par ce qu'on appelle la croissance nominale. Qu'est-ce que ça veut dire? Qu'il faut qu'il y ait un peu d'inflation. Il faut qu'on produise plus, il faut qu'on vende un peu plus cher, et il faut qu'on donne aux gens les moyens d'acheter. L'économie va se reprendre et la dette va baisser. C'est mathématique.

Modérateur:

Alberto, c'est exactement ce qui s'est passé en France entre 1945 et maintenant.

Maria Negreponi-Delivanis :

Pour compléter en deux mots ce que vous avez dit, le taux de croissance, dans l'ensemble de l'Europe devrait être plus rapide que l'évolution de la dette, pour être viable.

Modérateur :

Quelqu'un d'autre voulait-il intervenir sur le sujet ? Non ? Je vous présente donc le professeur Rosa qui vient d'arriver et qui parlera plus tard. C'est un ancien professeur de sciences politiques, donc d'économie, à l'IEP, qui a aussi écrit de nombreux livres. Juste pour illustrer ce que disait Alberto Bagnai, ce qui s'est passé, c'est que la France en 1945 avait un ratio dette/PIB de 200 %, et qu'en 1973 il était passé à 20 %. Tout était rentré dans l'ordre par la croissance et une inflation, d'ailleurs très raisonnable, autour de 3 %.

On a énormément de questions. On va passer à la dernière question. Je suis désolé, mais on n'a pas le temps de les poser toutes. Elle est complexe mais tâchez de répondre le plus brièvement possible. On parle souvent de monnaie commune qui serait une alternative à l'Euro. Qu'en pensez-vous et avec quels États ? Est-ce que quelqu'un a envie de répondre à cette question ? Ça fait sourire Jean-Claude parce que c'est une question compliquée, effectivement.

On va écouter M. Borghi et M. Jean-Claude Werrebrouck parlera juste après.

Claudio Borghi :

L'important c'est le taux de change. Avec une devise autre que l'euro, j'aurais inventé un autre euro. Mais ce dont j'ai besoin, c'est d'avoir l'équilibre dans les économies des différentes nations. L'équilibrage se fait par le plus simple des moyennes – le taux de change. Tout simplement.

Modérateur :

Jean-Claude, vous vouliez parler aussi ?

Jean-Claude Werrebrouck :

Merci. La question est compliquée parce qu'on parle de monnaie commune et non plus de monnaie unique. Cette monnaie, il faudra la construire et ce ne sera pas facile car la sortie de l'euro entraînera une panique généralisée avec une période extrêmement difficile où certains pays resteront peut-être attachés pendant quelque temps à leur monnaie. Je pense que c'est d'ailleurs la meilleure solution car on pourra ensuite négocier internationalement et revenir à 1987, et à Keynes, où on dit que finalement la paix entre les nations, c'est équilibre

des échanges extérieurs pour toutes les nations. Donc, c'en est terminé d'une l'Allemagne avec 8,5 % du PIB de surplus, d'un pays qui exporte son chômage sur le reste de la planète. Le respect des peuples, le respect des nations, c'est l'équilibre des échanges. Je pense que finalement ça passe par des monnaies nationales.

Modérateur:

Merci à tous. Sur cette belle parole, on va maintenant lancer le deuxième thème: Quels sont les avantages de la souveraineté monétaire? Quels sont donc les avantages d'avoir une monnaie et de pouvoir l'utiliser au service de son économie? Il y a d'ailleurs deux angles d'approche. Est-ce que c'est la monnaie qui est gérée au service de la vision économique d'un pays ou bien est-ce que c'est l'économie du pays qui est gérée au bénéfice de la monnaie?

Pour ouvrir cette question, je donne la parole à notre nouveau-venu, le professeur Jean-Jacques Rosa. Vous pouvez soit intervenir en prenant le micro sur la table soit intervenir là-bas, à la tribune, c'est comme vous préférez. Merci.

Jean-Jacques Rosa:

Effectivement, je crois que la question qui se pose à nous c'est en quoi est-ce qu'avoir une monnaie nationale peut constituer un avantage économique. Si avantage il y a, d'où peut-il venir? Je crois qu'il faut bien comprendre une chose qui me semble assez mal comprise, involontairement ou volontairement, dans le débat public, à savoir que le taux de change d'une monnaie c'est le prix le plus important dans une économie ouverte sur l'extérieur. La France et les autres pays européens sont des économies ouvertes sur l'extérieur à hauteur à peu près d'un tiers de leur produit national. Donc le taux de change est un prix qui est fondamental parce qu'il affecte directement le prix de tous les autres produits qui sont soit vendus sur des marchés étrangers soit les prix de tous les autres produits étrangers vendus sur le marché français, par exemple les produits italiens, espagnols ou allemands. Par conséquent, c'est une influence considérable.

Comment illustrer cette importance? Prenons un cas qui nous touche directement, celui d'une entreprise française, qui est parfaitement compétitive. Son coût de production est de 100 euros. Elle exporte des produits vers les États-Unis où elle est en concurrence avec une entreprise américaine dont les coûts sont de 100 dollars. Dans l'hypothèse d'un taux de change euro-dollar de 1 contre 1, la concurrence s'exerce normalement et est fonction de la qualité comparée des deux produits. Il n'y a pas de raison pour que l'entreprise française soit pénalisée, ni d'ailleurs l'entreprise américaine.

Maintenant, changeons le scénario. Nous allons passer au taux de change, en l'occurrence décidé par la BCE par rapport à son environnement économique. Prenons un cas extrême de 1 euro contre 2 dollars. Le produit qui était fabriqué en France à 100 euros est par conséquent vendu maintenant aux États-Unis tout de suite à 200 dollars. Mais il doit toujours lutter contre la concurrence de l'entreprise américaine pour laquelle rien n'a changé et qui a toujours des

coûts de 100 dollars. Donc avec 200 dollars contre 100 dollars, les exportations françaises sont terminées. Il n'y aura plus un Américain pour acheter les produits français. Inversement, sur le marché français, le produit américain qui est fabriqué à 100 dollars peut être vendu maintenant à 50 euros sur le marché français. Que vont faire les consommateurs français ? Comme vous et moi, ils sont rationnels. Ils vont tous acheter des produits américains et n'achèteront plus les produits français. L'industrie française est coulée. Cela veut dire que le taux de change a la capacité redoutable de détruire totalement une économie.

On va nous dire que ce sont les patrons qui gèrent mal, ce sont les charges, ils n'ont pas fait ce qu'il faut. Quoi qu'il en soit, une modification du taux de change a la capacité de détruire l'économie et nous avons depuis des années un taux de change de l'euro contre le dollar qui était manifestement trop élevé, et qui a progressivement ruiné et détruit l'économie française.

M. Draghi a fini par le comprendre et a rajusté un peu le tir en faisant baisser l'euro. À mon avis, ce n'est pas suffisant car je crois que des conditions d'échange équilibrées pourraient tourner justement autour 1 euro contre 1 dollar. Enfin, il a légèrement amélioré les choses. Est-ce que ça suffit ? Malheureusement non. Pourquoi ? Parce qu'il faut regarder ce qu'est la structure de notre commerce extérieur. L'essentiel de nos exportations et de nos importations ne se fait pas avec les États-Unis ni avec la Chine, qui a eu longtemps un taux de change fixe avec le dollar, mais avec nos autres partenaires européens, à l'intérieur même de la zone euro. Et nous savons que nos principaux déficits sont avec l'Allemagne.

Dans ces conditions que se passe-t-il ? Le taux de change est fixé. Un euro français vaut exactement un euro allemand. Donc, on n'a plus la possibilité de modifier le taux de change. On n'a pas la possibilité de rectifier les conditions de la concurrence et de la compétitivité globales de nos activités. Or, que s'est-il passé dès la création de la zone euro ? J'ai là quelques chiffres de l'OCDE. En gros, entre 1999 et la crise de 2008, l'évolution du coût unitaire du travail (le travail représentant environ 70 % des coûts de production des entreprises) en Allemagne sur cette période, depuis la création de l'euro : 0 % à peu près. En France : 21 %, jusqu'à 2008 et encore plus depuis, peut-être 25 %. En Grèce la hausse du coût unitaire du travail atteint 35 %, en Italie, 28 %, au Portugal 25 %.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que les industries de la France, de la Grèce, bien entendu, de l'Italie et du Portugal encaissent depuis 1999 de très lourds handicaps de change réels et donc de compétitivité. Cela signifie la destruction des entreprises de ces pays et cela explique l'avantage indu des entreprises allemandes pendant la même période, qui ne se justifie pas par une productivité supérieure.

Selon moi, la condition première de toute politique économique de redressement, c'est de rétablir la vérité des changes, c'est-à-dire la capacité de restaurer la compétitivité de nos entreprises françaises qui n'ont pas démérité, par une évolution des taux de change qui rétablisse des échanges équilibrés dans le commerce extérieur de tous nos pays. Pour cela, bien entendu, il faut avoir un taux de change. Un taux de change qu'on puisse modifier, qui puisse évoluer. C'est-à-dire qu'il faut avoir une monnaie nationale ainsi qu'un marché des changes entre la monnaie nationale française et la monnaie nationale allemande, comme nous l'avons

entre l'euro et les États-Unis. Et par conséquent, le retour de la monnaie nationale n'est pas une question d'idéologie. Ce n'est pas une question d'attitude nationaliste ou antinationale, c'est une question d'efficacité première, faute de quoi nous ne pourrions jamais rétablir l'activité économique en France et la croissance.

Il ne s'agit pas d'encourager tel ou tel secteur, de le porter à bout de bras, de lui donner des subventions. Il ne s'agit pas non plus d'établir le protectionnisme, parce que le protectionnisme ne répond pas à la question. Le protectionnisme va - c'est vrai - limiter l'entrée des produits étrangers concurrents des produits français, mais c'est un instrument peu souple, difficile à gérer dans le temps, à infléchir, alors que le taux de change peut être modifié d'un jour à l'autre, d'une semaine sur l'autre. D'autre part, le protectionnisme ne fera rien pour nos exportations. Donc si on n'a pas recours à la recréation de la monnaie nationale et à la libération du taux de change, il faudra subventionner en permanence nos industries exportatrices. Et on sait que les résultats des subventions aux exportations ou des subventions à l'industrie sont généralement très médiocres.

Donc, si nous acceptons de recréer la monnaie nationale et d'avoir un taux de change flexible, nous n'avons pas besoin du protectionnisme qui est une politique dangereuse.

Par conséquent, je conclurais si vous le permettez sur une note plus politique. Selon moi, si vous êtes favorable à la recréation de la monnaie nationale française et si vous acceptez que sa valeur puisse varier, de façon pragmatique, pour s'adapter aux circonstances, vous êtes tous comme moi des libéraux économiques, puisque vous voulez recréer le marché là où il a été supprimé et vous voulez la vérité des prix sur ce marché. Ce sont des caractéristiques de la solution libérale pour la politique économique. Je vous remercie.

Modérateur :

Merci beaucoup professeur Rosa. C'est à Matthew Goodwin d'intervenir sur le sujet. Merci beaucoup Matthew. Be careful with the time because we are already quite late.

Matthew Goodwin :

Merci. La Fondation m'a accordé quelques minutes pour parler de l'expérience britannique et pour parler de l'éventualité d'un Brexit. Nous ne faisons pas partie de la zone euro, mais nous parlons aujourd'hui de mettre en place un modèle économique très différent si la Grande Bretagne se décide pour le Brexit, dans 39 jours exactement.

À quoi ressemble la situation actuelle ? En bleu vous avez ceux qui sont en faveur du maintien dans l'UE et en rouge, ceux qui sont pour la sortie. C'est un graphique qui date d'il y a 15 jours. Les six derniers sondages d'opinion parlent de 50 % pour et 50 % contre, 50 % pour rester et 50 % pour sortir. Donc c'est vraiment un débat brûlant. Tout dépend évidemment du sondage que vous consultez.

Ce que je trouve remarquable dans ce référendum britannique c'est qu'aujourd'hui il y a encore

une incertitude sur le résultat malgré toutes les menaces, malgré la crainte d'un effondrement économique, malgré les mots de Barack Obama en faveur du maintien, malgré ce que dit le FMI en affirmant qu'il n'y a aucun avantage économique pour la Grande Bretagne à sortir de l'UE. Les eurosceptiques diront que les personnes qui affirment aujourd'hui que le Brexit sera un désastre sont les mêmes que celles qui disaient à l'époque que si la Grande-Bretagne ne rejoignait pas l'UE et la zone euro, ce serait un désastre pour la Grande Bretagne. Donc, les jeux sont très serrés.

En termes géographiques, voilà la situation. Ceux qui ont l'intention de voter pour le Brexit vivent sur la côte est de l'Angleterre et sont issus des zones moins développées économiquement, des régions où il y a plus d'immigrés aussi, des immigrés européens qui sont arrivés ces douze dernières années, depuis l'ouverture des frontières.

On constate par ailleurs que Londres est très en faveur du maintien dans l'UE, comme les autres centres urbains, plus cosmopolites, plus jeunes, comme Nottingham, Birmingham, Manchester. Mais c'est assez paradoxal de voir que les gens qui veulent rester dans l'UE sont ceux qui étaient vraiment contre l'austérité. J'ai personnellement du mal à comprendre cette contradiction. Mais de manière générale, géographiquement, voilà comment se répartissent les pour et les contre.

Aujourd'hui, le débat fait rage en Grande Bretagne en termes de participation le jour du référendum. Ce qu'on voit dans les sondages, c'est que ceux qui sont pour le Brexit, pour la sortie, sont beaucoup plus susceptibles, 10 % plus susceptibles, de se rendre au bureau de vote. Ceux qui veulent le maintien de la Grande Bretagne dans l'UE, qui ont entre 18 et 39 ans, sont moins susceptibles de se lever pour aller se présenter au bureau de vote. Donc beaucoup de choses vont dépendre de la suite de la campagne pour la sortie et de la campagne pour le maintien.

Alors, évidemment, selon la région géographique, les choses sont très différentes. Là, je vous présente les résultats des sondages les plus récents.

Les eurosceptiques, ceux qui sont pour la sortie, gagnent lorsqu'ils parlent des conséquences de l'immigration. On voit ici les résultats sur cette question : le pourcentage des gens qui sont d'accord, moins le pourcentage des gens qui ne sont pas d'accord. Donc, les eurosceptiques gagnent du terrain sur l'immigration, sur le système de santé... Beaucoup pensent aujourd'hui que la sortie de l'UE serait meilleure pour notre système de couverture sociale, ils pensent également qu'on s'en sortirait mieux dans notre lutte contre le terrorisme, mais les eurosceptiques perdent sur le terrain économique. Les défenseurs de l'UE ont très bien réussi à présenter le Brexit comme un grand risque économique, ce qui, dans le contexte de ce colloque, est assez intéressant. Pour beaucoup, le Brexit est vu comme un grand risque, une prise de risque économique : mauvais pour l'économie, mauvais pour l'emploi, mauvais pour le pouvoir d'achat des ménages. Et on voit que nationalement beaucoup de gens voient la sortie, le Brexit, comme un risque, qu'ils sont plus nombreux à le percevoir comme un risque que comme une chance.

Cela éclaire vraiment votre débat en France, le débat qui se tiendra potentiellement à l'avenir – où on voit une grande polarisation des débats à l'approche du référendum avec des arguments très différents, des motivations très différentes.

Ce qu'il est important et intéressant de souligner, c'est que le vote eurosceptique est vraiment fondé sur des préoccupations concernant l'identité nationale alors que le vote pour le maintien repose sur les bénéfices économiques perçus du maintien dans l'UE. Alors, à vous de vous faire votre propre opinion. Pourquoi est-ce que beaucoup pensent que rester dans l'UE c'est bon économiquement parlant ? C'est un véritable défi aujourd'hui pour les eurosceptiques en Grande Bretagne de faire passer les arguments économiques. C'est le terrain identitaire qui permet aujourd'hui aux eurosceptiques de se faire entendre.

Quels sont en fait les modèles dont nous parlons ? Quels sont les modèles proposés par les eurosceptiques ? Imaginons un instant que la Grande Bretagne se décide en faveur du Brexit, que la Grande Bretagne décide de quitter l'UE. Il y a trois modèles alternatifs qui sont mis en avant par les eurosceptiques. Je vous les présenterai rapidement et je vous présenterai leur favori.

Première idée, premier modèle : au départ, c'était de dire qu'il fallait relocaliser la Grande Bretagne dans l'union économique - le modèle norvégien, ou le modèle que les eurosceptiques appellent : la sortie douce – le soft exit. Avec ce modèle, les eurosceptiques disent que la Grande Bretagne pourrait continuer à négocier avec d'autres pays européens, qu'il y aura encore de l'intégration économique mais tout en étant en mesure de ne pas se soumettre à une centralisation politique. Dans ce modèle, la Grande Bretagne garderait l'accès au marché commun, à l'exception de l'agriculture et de la pêche. C'est un modèle très simple et très traditionnel, qui existe depuis très longtemps dans l'esprit des eurosceptiques. Mais ce modèle a très rapidement été abandonné parce que de grands problèmes se posent très clairement. Si la Grande Bretagne veut arrêter d'être dans l'UE, il n'y a pas un vrai changement dans ses relations économiques avec l'UE parce que ses contributions économiques sont grosso modo comparables. On devrait appliquer les législations et on perdrait notre droit à nous faire entendre dans les arènes démocratiques et ça ne répondrait pas du tout à ce qui préoccupe les eurosceptiques britanniques, à savoir la libre circulation des personnes.

Donc on a laissé tomber ce premier modèle et les eurosceptiques ont conçu un deuxième modèle économique consistant à replacer la Grande Bretagne dans l'accord de libre-échange, type suisse, avec une idée fondamentale qui serait de signer des accords bilatéraux entre la Grande Bretagne et les différents autres pays hors-UE. Dans ce cadre, les eurosceptiques ont commencé à parler des différents marchés économiques qui pouvaient s'ouvrir en Suisse pour nous, ainsi que de la possibilité pour la Grande Bretagne de renforcer ses liens avec d'autres pays, qui permettrait à la Grande Bretagne d'être moins dépendante de ses échanges avec l'UE.

C'était la deuxième idée, particulièrement intéressante à la lumière des thèses de Roger Bootle, l'économiste, ou de Daniel Hannan, ou d'autres encore. Ils ont également parlé de l'importance des liens avec le Commonwealth dans ce cadre général dans lequel la Grande Bretagne passerait finalement plus de temps à créer des liens avec les pays émergents du Commonwealth, un accès à quelque 2 milliards d'habitants qui ont des systèmes politiques comparables au nôtre, qui parlent anglais etc. Mais, évidemment, il y a eu des complications. Il a fallu six ans pour l'accord avec la Suisse. On n'avait pas de certitude sur la protection des services financiers, dont dépend très fortement l'économie britannique, et, dans le cas suisse, on sait très bien que la libre circulation des personnes aurait continué à s'imposer

alors que les eurosceptiques avaient essentiellement voté pour le Brexit à cause de leur préoccupation en matière de libre circulation des personnes.

Et c'est pour cela qu'on arrive au troisième modèle qui a aujourd'hui la faveur des eurosceptiques et qui est présenté au peuple britannique. C'est en fait un ensemble de mesures élaboré «sur-mesure» pour la Grande Bretagne, avec son nouveau premier ministre. En effet, si le Brexit gagne, David Cameron devrait démissionner dans la semaine. Il faudrait donc dans ce modèle que la Grande Bretagne signe ses propres accords et, selon le leader des eurosceptiques, la Grande Bretagne mettrait en place en Europe un accord de libre-échange reposant sur des accords bilatéraux qui seraient au centre des nouveaux arrangements économiques. Ça ne ressemble pas à l'association de libre-échange, au modèle N° 2, où l'on voyait la Grande Bretagne se soumettre à ce qui existait. C'est vraiment réinventer un modèle. Les eurosceptiques font référence à la situation du Canada, qui a signé une dizaine d'accords majeurs ces sept dernières années, depuis 2009, et ça marche. L'idée, encore une fois, serait de renforcer les exportations, de renforcer l'économie britannique et également de ne plus avoir la libre circulation des personnes mais d'arriver à un système à points, comme l'Australie. C'est un principe que même certains membres du cabinet de Cameron soutiennent, et également défendu par d'éminents représentants de la société civile.

Quelques questions restent toutefois en suspens. Est-ce qu'un accord de libre-échange avec la Grande Bretagne couvrirait les services pour protéger Londres et la City ? Il y a évidemment d'autres économies développées qui s'inquiétaient de signer des accords de libre-échange avec la Grande Bretagne jusqu'à ce que l'on sache comment nous nous positionnons vis-à-vis de l'UE, et pour éviter la contagion. Il n'y a pas non plus de garantie quant à ce que l'UE est prête à offrir à la Grande Bretagne ou prête à autoriser la Grande Bretagne à mettre en place pendant la période des négociations de deux ans. Et beaucoup croient que, pour des raisons évidentes, l'UE poserait des règles très strictes pour la Grande Bretagne en essayant de faire du Brexit un exemple à ne pas suivre.

Il y a d'autres chiffres, d'autres rapports, qui sont aujourd'hui présentés dans la presse britannique et qui ont été publiés ces derniers jours, au sujet du remplacement de l'appartenance à l'UE par des accords de libre-échange, ce qui entraînerait une baisse de 6 % de notre PIB. C'est ce qu'a présenté le gouvernement ces dernières semaines mais c'est très intéressant de voir que finalement ces menaces n'ont pas vraiment influencé l'opinion britannique.

Certains économistes aujourd'hui en Grande Bretagne sont en faveur d'une option plus radicale. À savoir que la Grande Bretagne quitte toute forme d'accord avec l'UE mais que la Grande Bretagne travaille dans le cadre de l'OMC et qu'elle traite avec les pays européens dans le cadre des règles de l'OMC sans chercher à signer d'accords bilatéraux.

Les économistes présents ici se feront leur opinion sur ce que vaut chaque modèle mais je dirais en conclusion qu'aujourd'hui les eurosceptiques sont très vagues, et à dessein, sur le modèle qu'ils veulent promouvoir à cause de l'expérience écossaise. En effet, dès qu'Alex Salmond a parlé de sa vision économique pour l'Écosse, sa vision a été détruite par l'UE, par la Banque d'Angleterre. Donc aujourd'hui, les eurosceptiques ne veulent pas vraiment promouvoir ce troisième modèle. Ils restent vagues à dessein, ils n'entrent pas dans les dé-

tails parce qu'ils ne veulent pas réitérer l'expérience du parti national écossais qui, lui, avait présenté un vrai programme économique pour l'avenir de l'Écosse, avant de le voir mis en pièces par la Banque d'Angleterre et par l'UE. Si dans cinq semaines la Grande Bretagne se décide pour le Brexit, c'est très probablement ce troisième modèle économique qui sera mis en place, peut-être avec Boris Johnson comme premier ministre. Je vous laisse y réfléchir.

Modérateur:

Sur le thème de la souveraineté monétaire je voudrais donner la parole au Professeur Borghi. Merci beaucoup.

Claudio Borghi:

Tout d'abord je dois dire que je suis ravi d'assister à ce type de débat. Alberto le sait bien, quand nous avons commencé à en parler en Italie il y a quatre ou cinq ans, on nous a traités de fous. Parce qu'on disait la vérité, mais qu'on n'avait pas le droit d'aborder ce sujet. Maintenant, chose assez extraordinaire, on s'aperçoit que nous sommes tous d'accord sur les bases. En général, lors des débats, il y a des oppositions, les gens commencent par dire « contrairement au professeur qui a parlé avant moi » ... mais ici non. Je crois qu'on réalise maintenant qu'on est vraiment tous d'accord sur une vérité. Et le fait que nous soyons là, après quatre ou cinq ans de travail, pour expliquer l'importance de la monnaie, et le fléau de l'euro en est la preuve. Je suis ravi de voir que cette vérité s'appuie sur des fondations solides et que nous en sommes les représentants.

Il est intéressant de voir que le référendum sur le Brexit a été l'occasion de débattre sur le libre-échange etc. Imaginez le pourcentage de votes en Grande-Bretagne si au lieu de proposer à un pays de rester à l'intérieur d'une zone d'échanges commerciaux, on proposait un référendum pour ou contre la reprise de la souveraineté monétaire sur un pays. Je pense que la participation à un tel référendum serait extrêmement forte parce que la population sait, depuis le débat politique sur la création de la zone euro, combien il est important d'avoir une monnaie souveraine. Mais le grand public n'a pas vraiment eu son mot à dire dans ce débat, en Italie notamment.

Je travaillais à l'époque dans une institution financière où le débat était complètement absent. C'était décidé, c'était bon pour tout le monde, il n'y avait plus rien à en dire. Il n'y a pas eu de référendum, mais je pense que si ce type de référendum avait eu lieu, une grande majorité des personnes aurait peut-être voté pour, simplement, parce qu'il n'y avait pas d'information sur le sujet. Il n'y avait pas d'avis contradictoire ni de vrai débat.

Lors de ce type de débat il y a toujours quelqu'un qui lève la main pour dire: « si avoir la monnaie souveraine est synonyme de prospérité, alors le Zimbabwe ou le Venezuela devraient être les pays les plus prospères ». Évidemment, on peut citer des exemples de pays qui ont la souveraineté monétaire et qui néanmoins sont extrêmement pauvres. Mais l'économie n'est pas forcément mathématique. Il y a des règles qui sont propres à l'économie. C'est comme la

médecine, est-ce un art ou une science? Est-ce que le sucre est bon ou mauvais? Le sucre peut être mauvais pour quelqu'un qui souffre de diabète, mais le sucre peut être un bienfait pour quelqu'un qui souffre de malnutrition et a besoin d'énergie.

On pourrait diviser le monde en trois sortes de pays. Il y a des pays qui n'ont rien – le Zimbabwe par exemple - et qui n'auront jamais rien. Quelle que soit la monnaie, leur PIB va rester au niveau zéro. Vous pouvez appeler cette monnaie comme vous voulez, la somme est quand même zéro car il n'y a aucune production. Concernant l'argument de la souveraineté monétaire, les pays qui souffrent de la famine par exemple ne peuvent pas bénéficier au même titre que les autres de la monnaie parce que ce ne sont pas des pays producteurs.

Il y a d'autres pays qui produisent des matières premières. Les matières premières, comme le pétrole ou le fer, sont exprimées en dollars. Donc, si la monnaie est dévalorisée et que vous exportez les matières premières, le prix des exportations reste le même. C'est ce qui se passe en Russie par exemple. La Russie exporte beaucoup de pétrole. Si le prix du pétrole perd 50 %, les exportations baissent de 50 %, et par la suite la monnaie baisse. Car, effectivement, c'est la valeur du pays qui baisse en réalité. Il n'y a pas un avantage primaire. Le prix du pétrole est déterminé par le dollar.

Et il y a enfin des pays – la plupart des pays de la zone euro – comme l'Italie ou la France, qui sont dans une situation où la monnaie a beaucoup d'importance. Car, comme le Professeur Rosa l'a bien expliqué tout à l'heure, c'est le prix de vente qui est visible par tout le monde. Par exemple, quand une usine veut être plus efficace et gagner 5 % d'efficacité, peut-être allez-vous investir dans les machines ou des matériaux. Ces 5 % de gains en efficacité peuvent être effacés par un flux de taux de change de 5 %. Alors si cette évolution est de 50 % ou 40 %, évidemment cela va avoir d'autant plus d'impact.

Quelle devrait être la différence entre la drachme et l'euro? Là je parle de l'économie réelle, et pas de l'économie qui est maintenant imposée à la Grèce. La situation actuelle ne permet pas à la Grèce d'être plus efficace. Alors, comme le Professeur Bagnai l'a expliqué, la seule solution est de baisser les salaires. Mais la baisse des salaires ne vous rend pas forcément plus compétitifs parce que vous entrez dans un état de dépression économique. Ce n'est pas bon pour le pays. C'est évidemment d'une importance fondamentale d'avoir la souveraineté sur sa monnaie.

Il y a d'autres raisons encore. Pensez à la dette publique. Elle devient un problème si vous devez demander à un autre pays de rembourser cette dette. Si vous avez votre propre monnaie, il ne peut pas y avoir de défaut. Qu'est-ce qui s'est passé au Royaume Uni en 2008? Il y a eu un choc, il y a eu la crise aux États-Unis avec Lehman Brothers, etc. et le Royaume Uni était vraiment au cœur de la cible parce que c'était une économie financière. Une économie financière en pleine crise financière, c'est vraiment la pire des choses.

Si le Royaume Uni avait été à l'époque dans la zone euro, il aurait été en faillite au bout d'un an. Mais au lieu de ça, que s'est-il passé? La livre sterling a perdu 30 % de sa valeur, je pense. C'était en réaction à cette crise. La Banque d'Angleterre a racheté cette dette et maintenant la Banque d'Angleterre a environ 35 % de la dette du Royaume Uni, ce qui peut être effacé.

La Banque peut décider dans ses comptes consolidés de faire une somme nulle car elle est à la fois créancier et débiteur. Elle peut racheter la dette.

Mais comme on l'a déjà souligné, nous sommes dépendants de la bonne volonté de la Banque centrale. Il y a par ailleurs un sujet encore plus important, pour moi du moins. C'est la démocratie. Vous avez sans doute remarqué que l'Espagne n'a pas de gouvernement depuis plusieurs mois. Est-ce que ça inquiète ? Est-ce que ça préoccupe ? Non. Moi je trouve que ce n'est pas normal. Mais, à l'intérieur de la zone euro, c'est normal, car le gouvernement ne sert à rien, en réalité. C'est tout à fait normal qu'il y ait beaucoup de mouvements politiques qui se lèvent pour dire que les hommes politiques sont trop payés, et dans le monde actuel ils ont raison de le dire car un gouvernement qui ne sert à rien ne devrait pas être payé ! Pourtant, le gouvernement doit avoir la confiance de la population pour faire le mieux possible pour son peuple. C'est une responsabilité énorme. C'est pour cela, dans ces conditions-là, que les hommes politiques doivent avoir de bons salaires. On a demandé à Monsieur Draghi s'il n'était pas préoccupé par le fait qu'on pouvait avoir de mauvais gérants de l'État d'Italie – la Ligue du Nord, Berlusconi – il a dit « non, non, non, l'Italie marche sur pilote automatique ». Il n'avait pas tort ! Et cela descend toute l'échelle, des régions jusqu'aux administrations locales. Ils n'ont aucun pouvoir. Tout ce qu'ils peuvent faire c'est collecter les impôts. Ils ne peuvent pas réfléchir, ils ne peuvent pas vraiment agir. Ils sont obligés de faire ce que ceux qui détiennent vraiment le pouvoir les obligent à faire. Et ceux-là ne sont pas élus démocratiquement. Par conséquent, la souveraineté monétaire n'est pas uniquement financière, elle est aussi démocratique, ce qui peut aussi avoir un impact sur la sécurité du pays.

Je vais conclure sur ce point. Imaginez qu'il soit interdit à votre pays de fonctionner si quelqu'un qui n'est pas de votre pays en prenait la décision. C'est la sécurité nationale qui est en jeu. L'arme nucléaire est peut-être dans les mains de quelqu'un sur lequel vous n'avez aucun contrôle, et vous parlez d'échanger l'argent à l'aéroport. Ça va très loin ! C'est un enjeu de démocratie, de sécurité nationale et de prospérité pour l'avenir.

Modérateur:

Merci beaucoup Professeur Borghi. Je vais demander à la technique de lancer la vidéo de Jacques Sapir pour conclure cette partie.

Jacques Sapir (vidéo):

La question de la souveraineté monétaire repose sur une mauvaise interprétation. Ce n'est pas la souveraineté monétaire dont il faut parler mais la souveraineté générale de l'État, ce qui implique le contrôle de la monnaie.

Pourquoi est-on arrivé justement à poser cette question de souveraineté monétaire ? Il faut se souvenir qu'à la fin des années 1980 et au début des années 1990, la France s'était déjà ouverte aux marchés financiers internationaux. Ce qu'on appelle le big bang sur la place de Paris a eu lieu entre 1986 et 1988. Elle était soumise à la concurrence en termes de taux d'in-

térêts de l'Allemagne. Pourquoi? Les investisseurs, considérant que l'économie française avait plus d'inflation que l'Allemagne et qu'elle avait besoin structurellement de faire une dépréciation – ce que l'on appelait à l'époque une dévaluation –, demandaient un taux d'intérêt supérieur à ce que les Allemands offraient. Ce taux d'intérêt supérieur pénalisait les entreprises françaises. Des économistes en ont déduit que la France avait à cette époque perdu la souveraineté monétaire. Ce n'était pas la souveraineté monétaire qui était perdue, ce que nous avons perdu - et c'est la conséquence évidente de l'ouverture sans frein aux marchés des capitaux - c'était la possibilité de fixer nous-mêmes le taux d'intérêt. C'est comme cela qu'est apparue cette notion de souveraineté monétaire dans le discours économique.

Évidemment, les économistes qui disent que la France n'a plus de souveraineté monétaire disent qu'à ce moment-là nous entrons dans une union monétaire avec l'Allemagne. Nous n'avons rien à perdre puisque ce que nous aurions à perdre, c'est-à-dire notre souveraineté monétaire, nous l'avons déjà perdue. Ce raisonnement, qui est faux, a été extraordinairement efficace à l'époque. On a dit que l'on n'aurait plus le contrôle de notre monnaie, mais on ne l'avait déjà plus. Ce n'était pas vrai. Ce qui était vrai c'est qu'à partir du moment où nous étions rentrés dans cette grande libéralisation financière, nous avons perdu le contrôle du taux de change. Mais si nous avions mis des barrières à un certain type de mouvements, à très court, court, voire court-moyen terme, et laissé les investissements directs étrangers se faire normalement, nous aurions retrouvé cette capacité de contrôle sur le taux d'intérêt.

Ensuite, il a été décidé de rendre la Banque de France indépendante. Cela constitue une deuxième étape où toujours les mêmes économistes disaient que nous avons perdu encore plus de notre souveraineté monétaire. La souveraineté monétaire, c'est comme une porte. Soit elle est ouverte, soit elle est fermée. On l'a ou on ne l'a pas. Si on l'a déjà perdue avec le taux d'intérêt, je ne vois pas comment on peut la perdre avec la question de la banque centrale. Mais si on ne l'a pas perdue avec la question du taux d'intérêt – si c'était un mensonge –, alors là la question de la banque centrale posait un véritable problème parce que même si elle restait française, il y avait un pouvoir alternatif au pouvoir de l'État sur la question monétaire. Le problème que posait l'indépendance de la banque de France, c'était la création d'une politique monétaire distincte de la politique économique menée par le gouvernement, et non pas la perte de souveraineté. C'est une division de la souveraineté qui est d'ailleurs absolument contraire à l'esprit des Constitutions françaises qui expliquent que la souveraineté ne se divise pas. Rappelons d'ailleurs qu'au niveau du Parlement, un député ne détient pas 1/550e de la souveraineté française. C'est l'Assemblée qui détient la souveraineté française dans sa totalité.

Évidemment, pourquoi tenait-on ce discours? C'était pour préparer l'esprit des gens à ce qui était un réel abandon de souveraineté cette fois-ci, la construction de l'euro. La construction de l'euro nous a mis dans une situation où en réalité nous ne sommes plus libres de notre politique économique. Ce n'est pas de la politique monétaire qu'il s'agit mais bien de la politique économique dans son ensemble. Si je reviens sur la question de la souveraineté monétaire, elle est importante mais c'est la dimension de souveraineté qui compte.

Si on considère qu'il faut que l'on récupère cette capacité de décision, alors il faut dire que le gouvernement doit retrouver le contrôle sur la politique monétaire, ce qui implique de sortir de l'euro mais aussi que nous mettions fin à l'indépendance de la Banque de France qui sera

rattachée au Ministère des finances et soumise à un contrôle régulier, tous les trimestres, par le Parlement.

Alors bien sûr on m'a répliqué - et j'en suis d'accord - que l'on peut faire un très mauvais usage de la souveraineté monétaire. Oui, on peut faire un très mauvais usage de la politique gouvernementale. On peut faire un très mauvais usage de la souveraineté en général. Le fait qu'un État soit souverain ça permet aussi à cet État de mener des guerres d'agression, d'envahir ses voisins, et c'est condamnable. Mais ce n'est pas parce qu'un instrument - la souveraineté - peut être mal utilisé que cela condamne cet instrument.

Si on prend les grands génocides du XXe siècle : le massacre des Arméniens, l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale. Ils n'ont pu être réalisés que parce qu'il y avait les chemins de fer. Les Turcs ont mis des centaines de milliers, des millions, d'Arméniens dans des trains, les ont amenés dans le désert d'Asie mineure et ils les ont contraints à une marche à la mort qui a fait des centaines de milliers de morts. Les Allemands ont utilisé les chemins de fer pour amener 5, 6, 7 millions de juifs dans les camps d'extermination. Est-ce pour autant que nous avons cessé d'utiliser les chemins de fer? Est-ce pour autant que la personne qui dit : «Oui, mais on peut faire un mauvais usage de la souveraineté» ne prendra pas le train pour partir en vacances? On le voit, ce raisonnement est absurde.

Bien sûr, on peut faire un mauvais usage de la souveraineté. On peut faire un mauvais usage de la politique gouvernementale, de la politique économique et de la politique monétaire. Cela doit donner lieu à des débats démocratiques dans le pays. Mais, pour que ces débats aient lieu, il faut qu'ils aient un objet. Et c'est objet, c'est la souveraineté. Cette souveraineté en matière de politique monétaire va permettre à un gouvernement de mener une politique monétaire adaptée à la situation économique du pays. Ça veut dire qu'il peut chercher à déprécier la monnaie. C'est ce qu'a fait le gouvernement japonais ou coréen qui a organisé une dépréciation d'environ 15 % de la monnaie coréenne - le won. C'est ce qu'a fait le gouvernement de sa très gracieuse Majesté : le gouvernement conservateur de David Cameron qui a organisé la dépréciation de la Livre pour relancer l'économie.

On pourra aussi, une fois que l'on aura récupéré le contrôle de notre politique monétaire, décider qu'un cadre de répression financière est préférable au cadre de grande ouverture des marchés financiers. On pourra, à ce moment-là, revenir à une situation qui était celle des années 1960 et 1970 avec un contrôle sur le taux d'intérêt. Je rappelle que le taux d'intérêt était largement fixé par le Conseil national du crédit. On pourra revenir à des taux d'intérêt différents suivant les activités. Suivant que l'on veuille favoriser le logement, on décidera que les emprunts souscrits par les entreprises du logement ou par les particuliers qui veulent faire construire sont re-finançables par les banques à des taux préférentiels. C'était la situation qu'on avait dans les années 1960. Une époque où, je le rappelle, nous construisions 500.000 logements par an pour une population qui à l'époque était d'environ 55 millions. Aujourd'hui nous sommes 66 millions et nous construisons moins de 200.000 logements par an. Il faut savoir ce que nous a coûté cette perte de contrôle sur le taux d'intérêt.

On pourra aussi chercher à favoriser certaines branches de l'industrie, certaines activités. Par exemple, les branches de l'industrie qui sont liées à la transition énergétique, au ver-

dissement de l'économie française. Tout le monde est d'accord, quel que soit le parti, pour dire que ça doit être un objectif de stratégie économique. Mais on ne s'en donne pas les moyens. Là aussi, le fait de récupérer le contrôle sur la politique monétaire nous permettra de construire une véritable stratégie et surtout d'avoir une politique monétaire qui soit coordonnée avec la politique budgétaire car c'est un point extrêmement important. Ces deux politiques, que l'on appelait avant politique conjoncturelle, doivent être coordonnées avec une politique structurelle qui peut par exemple mettre l'accent sur l'éducation, sur la diffusion des gains de productivité, sur la diffusion de nouvelles méthodes de gestion. Tout ceci a existé dans l'histoire de notre pays, une histoire qui n'est pas si ancienne que cela. On pourra à nouveau faire cela, on pourra à nouveau avoir une véritable stratégie de développement de l'innovation, une véritable stratégie de développement de secteurs de haute technologie à but stratégique et qui sont en réalité à usage mixte : à la fois militaire et civil. On pourra procéder à cette modernisation de fond de l'économie française qui aujourd'hui est en panne à la fois faute de vision, faute de stratégie et faute de moyens.

Modérateur:

Une vidéo tout à fait complète. Je suis désolé pour les autres intervenants qui auraient pu aussi parler des avantages de la souveraineté monétaire mais qui n'en ont pas eu le temps. On va prendre deux questions. Jean-Luc Schaffhauser ?

Jean-Luc Schaffhauser:

Ça ne va pas être uniquement une question, car j'aimerais également ouvrir un petit débat à ce sujet. Sur la souveraineté monétaire, j'ai toujours été très clair et c'est un vieux débat que j'ai avec Jacques (Sapir) : ce n'est pas négociable.

Pourquoi n'est-ce pas négociable ? La France, c'est 16 points de PIB par rapport aux prélèvements sur les entreprises. L'Allemagne, c'est 8 points de PIB. Ça veut dire qu'une entreprise française paye deux fois plus d'impôts qu'une entreprise allemande. C'est également deux millions de fonctionnaires en plus, proportionnellement, par rapport à l'Allemagne. Tout ceci pour le même service.

Si je voulais engager les réformes que Fillon propose, c'est-à-dire faire 80 milliards d'économie, on entrerait immédiatement en récession. C'est-à-dire que si je n'ai pas l'instrument monétaire, y compris dans l'économie de marché, qui me permet d'investir dans l'économie réelle, si je n'ai pas cette souveraineté-là, je rentre en récession. Donc je mens si je dis que je vais faire des économies sur l'État de 80 milliards car je ne pourrai pas les faire sauf à rentrer en récession. En cela, il vaut mieux rester chez soi que d'être cause d'un tel désastre.

Mais si la France dit clairement qu'elle prend le contrôle de sa banque centrale et qu'elle va négocier autour de la banque centrale européenne en disant que nous avons besoin de 500 milliards pour relancer l'économie dans le sud, dans des filières que nous maîtrisons, je

pense que nous pouvons gagner de la croissance et du temps. Je ne parle pas ici de nouvelles importations, mais du logement, de l'énergie, des hautes technologies dans l'armée, c'est-à-dire des filières qui ne creuseront pas notre déficit car dans ce domaine-là, car ce sont des filières que nous pouvons produire nous-mêmes.

Maintenant, cela suffira-t-il à régler le problème de la disparité entre le nord et le sud ? C'est une grande question mais je pense qu'une fois que l'on a gagné du temps, que l'on a lancé un processus de croissance, on est plus à même de rentrer dans une politique de sortie de l'euro qui, elle, il faut quand même le dire, veut dire (article 16, contrôle des changes) que l'on rentre dans une économie de guerre et ça, pour pouvoir le faire, il faut avoir une très forte légitimité. Ma question a toujours été en termes politiques. Il faut construire la légitimité. Essayons d'avoir un consensus politique et à partir de là rentrons dans le dur.

Modérateur:

Est-ce que l'on a un économiste qui souhaite répondre à cette question très fermée ? Monsieur Borghi ?

Claudio Borghi:

Peu importe la manière dont on présente notre volonté de sortir. Je sais que l'Europe n'est pas tenable, ça peut tomber d'un coup ou ça peut continuer à tourner encore un petit peu. Ce qu'il faut, c'est trouver la bonne manière de mettre fin à la situation actuelle. Votre idée est de forcer les règles du jeu, de forcer la main de la banque centrale européenne. Il y a quelque chose de très important : si vous voulez reprendre le contrôle, si vous voulez reconstruire votre force de frappe industrielle de la manière la moins difficile, il va falloir procéder avec prudence sinon il y aura des défauts de paiement.

Admettons que la Banque centrale vous dise : « d'accord » et - je ne pense pas que l'Allemagne acceptera -, admettons que vous ayez quelque chose qui ressemble beaucoup à un transfert fiscal. En Italie, on est dans cette situation depuis des années. Le nord de l'Italie paie quelque 100 milliards d'euros au sud de l'Italie chaque année. Le nord de l'Italie a un surplus fiscal de 100 milliards d'euros qui sert ensuite à subventionner le sud. Le système n'est pas efficace. Une fois que l'argent vous est envoyé par une entité extérieure, la perception ce n'est que de la mafia. Ça vient d'une forme de corruption. C'est très simple d'aller voir celui qui a les moyens de sortir cet argent, de lui mettre un revolver sur la tête en lui disant : « maintenant je vais te dire où dépenser l'argent ».

Même avec un transfert fiscal venant de la banque centrale qui donnerait aux gouvernements nationaux, lesquels décideraient ensuite de la manière de dépenser, c'est un dispositif qui n'a pas fonctionné en Italie car le sud ne s'est pas développé. En revanche les gens du nord sont très en colère car ils ont le sentiment qu'ils paient et que les autres prennent. Pour que votre idée fonctionne, il faut mettre en place un cadre qui contrôle comment circule l'argent et comment il est dépensé. Dans ce programme que vous présentez, des in-

frastructures d'énergie, la question qui se pose c'est in fine une question de gouvernance : qui contrôle ? Évidemment, les choses doivent être faites d'une certaine manière, un peu centralisée, parce que l'Allemagne n'acceptera jamais que l'on donne beaucoup d'argent à l'Italie et qu'ensuite ce soient les hommes et femmes politiques italiens qui décident de s'offrir des robinets en or massif ou que sais-je.

Tout cela amène à une Europe du transfert fiscal, quelque chose qui n'a pas fonctionné en Italie. Peut-être que cela pourrait fonctionner mais c'est très compliqué à envisager parce que c'est in fine une question de gouvernance. J'ai personnellement une idée beaucoup plus simple : avoir une monnaie, une devise, qui permette de régler les différences entre les économies de manière pacifique.

Modérateur :

Monsieur Mujagik, vous voulez apporter une réponse courte également ?

Edin Mujagik :

Un des problèmes que nous connaissons partout, qu'il s'agisse des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne, c'est que tant les partisans de l'euro que ceux qui sont contre, ceux qui sont pour une centralisation européenne que ceux qui sont contre, s'appuient sur des arguments selon lesquels le peuple veut ceci ou cela.

La réalité, c'est que nous n'avons aucune idée de ce que veut le peuple. Je pense que la France en est un bon exemple. Il y a un système, le nombre de voix est traduit en un nombre de sièges à l'Assemblée nationale et cela donne une grande différence entre ce que les gens disent qu'ils veulent et la représentation par ce biais.

S'il faut une centralisation en Europe, je dirais qu'il faut que l'Europe décrète une journée de vote commune à tous les pays pour répondre à un référendum sur la volonté de centralisation, de continuer avec l'euro. C'est une remise à zéro ce jour-là pour savoir ce que l'on veut. Ainsi, ce type d'arguments n'aura plus lieu d'être.

Modérateur :

Madame Negreponi ?

Maria Negreponi-Delivanis :

À mon avis, je crois que le peuple européen ne peut pas s'être fait une opinion à ce moment précis parce que ceux qui veulent le retour à la monnaie nationale et ceux qui sont contre ne sont pas vraiment sur un pied d'égalité.

C'est le grand problème de la Grèce en ce moment. Je ne sais pas comment cela se passe ailleurs mais en Grèce il est très urgent que l'on vende tout le pays. Les taux sont assez bas pour le moment et ça monte très très lentement. Le dernier, si je ne me trompe pas, était d'environ 27 %. C'est très bas. Les gouvernements des sept dernières années se basent sur ce pourcentage. Ils prétendent que c'est la folie furieuse de sortir de l'euro alors que les économistes savent très bien que si nous y restons, c'est la fin du monde.

Modérateur:

Merci beaucoup, Professeur. En effet, il y a eu des dizaines d'unions monétaires qui se sont défaites sans que cela soulève de problèmes majeurs, notamment en Tchécoslovaquie dans les années 1990.

Une question rapide de Gilles Lebreton, notre député, et on part pour la pause.

Gilles Lebreton:

Merci, Philippe. J'ai une question pour le Professeur Rosa. Vous avez dit très justement qu'un État doit posséder sa monnaie nationale et doit maîtriser le taux de change de celle-ci mais vous avez par la suite établi une forme d'opposition entre ce moyen d'exercer la souveraineté et le protectionnisme. Je ne suis pas d'accord avec cette opposition.

Je voudrais prendre l'exemple du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni a sa monnaie nationale, est maître de ses taux de change et cependant sa sidérurgie est à l'heure actuelle durement attaquée par la Chine qui produit de l'acier à un coût très bas. Ne croyez-vous pas que dans un tel cas le rétablissement de droits de douane, donc une certaine forme de protectionnisme intelligent, soit nécessaire pour compléter les solutions que vous préconisez ?

Jean-Jacques Rosa:

J'entends toujours parler de protectionnisme intelligent. Je suis obligé de constater qu'il y a beaucoup de protectionnisme bête.

Ce que j'ai voulu dire, c'est que les deux instruments sont substituables. En France par exemple, nous avons un handicap de coût par rapport à l'Allemagne qui était, depuis la création de l'euro jusqu'à la crise, de plus de 25 %. Ça a suffi à couler nos entreprises. Ce que je dis c'est de commencer par supprimer ce handicap de coût. Si ensuite il s'avère que malgré cela certaines industries auxquelles nous tenons pour telle ou telle raison n'arrivent pas à faire face à la concurrence, alors on imaginera des politiques d'intervention ponctuelles, sectorielles.

J'ajouterais - comme économiste ça m'est plus facile - que le protectionnisme séduit les responsables politiques parce qu'il permet de très bien cibler les aides, alors que le taux de

change a une influence globale et uniforme. C'est ce qui fait la puissance de la politique du taux de change. Politiquement toutefois, je comprends la tentation du protectionnisme.

Modérateur :

Venons-en maintenant à la question sans doute la plus importante. Celle d'un renouveau économique, de nouvelles règles, d'une nouvelle philosophie pour notre économie que l'on pourrait proposer. Nos intervenants partagent sans doute certaines approches, mais ont aussi des divergences selon les sensibilités politiques ou les sensibilités par pays. Je vais demander au Professeur Jean-Jacques Rosa de commencer et je remercie d'avance chaque intervenant de réduire d'une minute son intervention pour que tout le monde ait un temps de parole égal et qu'on arrive à terminer dans les temps. J'annoncerai à la huitième minute qu'il reste une minute. Je vous laisse la parole, Professeur Rosa. Comment reconstruire les économies nationales ? Quels sont les bénéfices d'un changement de modèle économique ?

Jean-Jacques Rosa :

Je voudrais commencer par la vision optimiste des choses parce que j'entends tellement de prévisions catastrophistes concernant une éventuelle sortie de l'euro que je crois qu'il faut revenir sur ce problème.

Je dirais que l'économie française a un boulevard de croissance devant elle. Pourquoi ? À cause du retard accumulé dans les dernières décennies par rapport aux pays de développement semblable, par rapport à la croissance dont ces pays ont bénéficié. Donc, si nous arrivons à restaurer des conditions de compétition, de compétitivité normale, entre la France et ses principaux partenaires dans l'échange, nous aurons à rattraper quelque chose comme les 2 % de croissance annuelle que nous avons perdus au cours des trois dernières décennies.

Autrement dit, si ce rattrapage devait avoir lieu, si les politiques économiques le permettaient, on pourrait retrouver les taux de croissance de 3 ou 4 % l'an que connaissent certains de nos partenaires et concurrents dans les économies développées. Pour mémoire, je rappellerais que lorsqu'il y a eu la dépréciation massive qui a suivi la création de l'euro au début des années 2000, pendant deux ou trois ans, l'Europe a connu un taux de croissance de 4 %. Si nous arrivons à reconstruire une monnaie nationale et si nous pouvons l'ajuster aux conditions de la compétitivité internationale, il n'est pas du tout exclu qu'un prochain quinquennat voie une croissance de l'économie française à plus de 3 %, pendant cinq ans. Ça changerait beaucoup les termes du débat.

Malheureusement, sous ses aspects moins agréables, nous en sommes loin parce que le débat économique est particulièrement confus. Quels sont les éléments de ce débat ? Il y a dans l'économie deux grands facteurs de production : le capital et le travail. Les idéologies qui s'expriment dans le débat économique reflètent les intérêts de ces deux grands facteurs. Les deux ignorent l'importance du taux de change et les conséquences que peut avoir un taux de change d'équilibre. Du côté du capital, on nous dit que l'on ne peut pas continuer de

produire en France: le coût du travail est excessif donc il faut le faire baisser, comme l'ont fait les Allemands sous Schröder. Il nous faut donc une politique d'austérité salariale qui va rabaisser nos coûts et reconstituer notre compétitivité internationale. Du côté du travail, on nous dit que nous subissons la concurrence de pays à très bas salaire (la Chine et les autres). Par conséquent, nous ne pouvons pas nous en sortir comme cela. Comme nous ne pouvons pas baisser encore plus les salaires pour nous amener au niveau chinois, il nous faut du protectionnisme pour empêcher aux produits étrangers de faire concurrence à nos entreprises et donc de maintenir l'emploi et les salaires.

Chacune de ces deux idéologies, propositions de politique économique, est fondamentalement erronée et à côté des réalités. Si nous pratiquons une politique d'austérité et de baisse des salaires qui en elle-même est condamnable pour des raisons sociales, cette politique va contracter la demande globale à l'intérieur de l'économie française, avec pour conséquence moins de débouchés pour les entreprises. Et on sait bien que cela ne va pas suffire à combler le handicap que j'évaluais tout à l'heure à plus de 25 % sur nos coûts de production. Ou alors cela implique une déflation salariale absolument sévère qui ne sera pas acceptable politiquement, donc ce n'est pas la solution.

Si l'on prend le côté salarial et qu'on nous dit qu'il faut opter pour le protectionnisme, alors on renonce aux avantages de la spécialisation. Or, nous voyons bien que nos entreprises sont tout à fait capables de faire face à la concurrence internationale puisque nos entreprises délocalisées à l'étranger réalisent des performances tout à fait remarquables. Ce que ces deux idéologies ne voient pas, c'est qu'il y a un problème – tout à l'heure nous avons parlé de prix faussés en termes de taux de change -, il y a un deuxième prix qui vient par ordre d'importance après le taux de change pour la santé de l'économie, c'est le prix du travail. Le travail représente près de 70 % des coûts de production des entreprises. Donc si on fausse le prix du travail, on va créer de très sérieux problèmes de compétitivité. Et comment le fausse-t-on ? On le fausse tous les jours et de plus en plus : par l'impôt qui dissocie le coût du travail pour les entreprises du salaire net que le salarié obtient : les cotisations sociales. C'est la partie du prélèvement obligatoire qui a le plus augmenté pendant ces trente dernières années. Ça veut dire que les deux côtés ont raison simultanément. Les employeurs ont raison de dire que le coût du travail est trop élevé car ils pensent au coût total du travail, cotisation sociales incluses. Les salariés ont raison de dire que nous ne sommes pas assez payés car ce qui arrive sur leur compte en banque à la fin du mois est amputé d'une large part qui est l'impôt sur le travail. Nous savons en analyse économique que tout impôt contribue à réduire l'assiette sur laquelle il est assis. Quand il y avait l'impôt sur les portes et fenêtres, on construisait des maisons et des bâtiments avec un minimum de fenêtres. Aujourd'hui, avec un impôt sur le travail qui ne cesse d'augmenter, nous détruisons des emplois et nous empêchons les entreprises d'employer du travail. Par conséquent, je dirais que la deuxième politique qui s'impose après avoir rétabli la monnaie nationale et avoir laissé jouer librement le marché du change, c'est une politique de vérité des prix. En ce qui concerne le travail, la deuxième priorité française après la sortie de l'euro, ce sera d'alléger sensiblement non pas l'impôt sur le capital, parce que le capital est mobile, mais bien l'impôt sur le travail car il est essentiellement territorial et relativement fixe. C'est cet impôt qu'il faut alléger dans les prochaines années pour rétablir un vrai prix du travail qui permette aux entreprises d'employer davantage et un travail qui sera plus rémunérateur pour les salariés.

Je crois que ce point-là a été essentiellement passé sous silence parce que les intérêts catégoriels l'emportent dans le discours public. Il y a l'expression des intérêts du capital d'un côté et l'expression de l'intérêt des salariés de l'autre et les deux nous empêchent de voir que le vrai problème dans tout cela c'est l'impôt, c'est l'État. Or, c'est peut-être l'un des seuls domaines où la France est leader aujourd'hui. Elle est leader dans les prélèvements obligatoires. Nous sommes le deuxième pays le plus imposé dans toute l'OCDE. Cet impôt, il faut bien le voir, il porte et continuera à porter, à cause de l'importance des masses relatives, sur le travail. C'est là qu'il faut faire intervenir un allègement significatif de la fiscalité.

Au-delà des détails des programmes économiques qui sont toujours imaginés par les ministères, lorsque vous demandez aux fonctionnaires dans les ministères ce qu'il faut changer pour améliorer l'économie française, chacun revient avec une liste de trente mesures, quarante réformes et 18 projets. Ce n'est pas un choix de politique économique. Ce n'est pas un diagnostic de politique économique. Le diagnostic c'est de déterminer quels sont les facteurs qui ont un impact majeur sur l'emploi et la croissance. Ces facteurs, je le répète, c'est vérité du prix du change avec reconstruction d'un marché des changes vis-à-vis de nos partenaires de la zone euro et fluctuation du prix du change de façon à assurer un équilibre mais aussi – ce qui est beaucoup plus difficile politiquement – allègement de l'impôt sur le travail et vérité du prix du travail, qui est la condition pour que l'on puisse redévelopper l'emploi et la production. Là encore, je ne vous surprendrai pas en vous disant que si vous me suivez sur ce terrain, vous serez des libéraux économiques convaincus. Je crois que c'est une bonne solution pour retrouver le niveau de croissance qui était de l'ordre de 3 à 4 % par an il n'y a pas si longtemps. Je vous remercie.

Modérateur:

Merci beaucoup Monsieur Rosa. Monsieur Mujagik si vous pouvez prendre la parole.

Edin Mujagik:

En tant qu'économiste, je ne peux qu'être d'accord avec ce qu'a dit le premier orateur et je voudrais continuer sur ce thème. Faire le lien entre ce qui est nécessaire et l'Union européenne. Nous savons, en tant qu'économistes, quand l'économie ne va pas bien, ce qui doit changer afin qu'elle puisse croître. Ce qui est toujours pratique et nécessaire, c'est la flexibilité. Chaque pays doit avoir suffisamment de flexibilité pour changer ce qui doit être changé. Qu'est-ce que tout cela a à voir avec la zone euro et l'Union européenne? À mon avis, tout, ou presque.

Si on demande aux fonctionnaires européens quel est le mot qui résume l'Europe selon eux, je pense qu'il y a de grandes chances qu'ils répondent « harmonisation ». Selon eux, les mêmes choses doivent être appliquées à tout le monde. Cela nous freine pour mettre en œuvre les réformes qui sont nécessaires. On entend souvent dire, à juste titre, que les économies des pays de la zone Euro se ressemblent fortement. Mais cela ne veut pas dire que leurs différences sont minimales. Je suis économiste et pas expert biologique. On dit que l'ADN d'un humain et

celui d'un singe correspondent à 98 %, ce qui ne signifie pas pour autant que tous les hommes sont des singes et tous les singes des hommes. Malgré toutes les similitudes qui existent, il y a de très grandes différences. Nous le voyons clairement dans le domaine dont nous avons parlé en long et en large aujourd'hui : la politique monétaire de la banque centrale européenne. Si les économies européennes se ressemblaient tellement, alors la politique de la BCE conviendrait à tout le monde. En réalité, même avant 2008, les taux d'intérêt ont toujours été trop élevés pour un groupe de pays européens et trop bas pour un autre. La même chose s'applique au cours de l'euro, qui a toujours été trop élevé pour un groupe de pays et trop faible pour un autre groupe de pays. Puisque les choses ne vont pas bien économiquement, cela signifie que tous ces pays doivent passer par des réformes afin de pouvoir croître. La seule différence entre les pays de la zone euro est la mesure dans laquelle ces réformes sont nécessaires et la sphère dans laquelle ces réformes se situent. Cela signifie que, pour ce besoin de réformes économiques, il ne peut pas y avoir de recettes universelles qui puissent être valides pour tous les États européens. Il ne peut pas y avoir ici d'harmonisation qui ne fasse que prolonger le délai à attendre avant d'arriver à une situation meilleure. Nous constatons maintenant que tous les habitants de cette maison de l'euro sont malades et le médecin prescrit des antibiotiques. Deux d'entre eux ont peut-être une infection et les antibiotiques vont les aider, mais les 17 autres ont simplement une grippe et les antibiotiques ne vont faire qu'aggraver la situation. C'est ça l'harmonisation. C'est ce que nous ne voulons pas, c'est ce qu'il ne faut pas faire. Nous avons besoin de cette flexibilité mais on en arrive à la conclusion que cette flexibilité, qui est tellement nécessaire, est diminuée par les règles de l'Union européenne et c'est le pire qui puisse arriver.

Maintenant que nous avons introduit l'euro, nous avons défini des règles à respecter. Le fait que l'on définisse ces mêmes règles est logique. Comme nous partageons la même monnaie, il est utile de se mettre d'accord sur la façon dont nous devons nous comporter et on voit maintenant que les pays de la zone euro, par manque de possibilité, par manque de marge, réalisent cette flexibilité eux-mêmes. L'une des conséquences c'est que l'on enfreint des règles communes qui ont été convenues, ce qui est donné ensuite lieu de nouveau à des frictions internes dans cette maison de l'euro. Cela complique la réalisation d'une approche qui procure cette flexibilité. Pourquoi donner cette flexibilité à l'Italie ou à la France si ces pays ne respectent pas les règles ? Je me demande, compte tenu de la structure actuelle de la zone euro, s'il est possible de sortir de cette situation. Des règles sont nécessaires mais l'économie européenne ne va pas bien, les différences sont considérables. Si l'on fait le parallèle avec ma comparaison entre l'Homme et les singes, l'harmonisation ne marche pas pour ces mêmes raisons. Quand on dit cela par rapport à l'euro, qui est synonyme d'harmonisation, comment peut-on harmoniser plus qu'une harmonisation des taux d'intérêt ou des normes du déficit budgétaire ? Avoir une monnaie viable veut dire qu'il doit y avoir encore plus de similitudes entre les économies affiliées pour avoir une monnaie viable. Il faut que tous les pays qui partagent cette monnaie aient les mêmes valeurs financières et économiques et soient prêts à les respecter. Rien de tout cela n'est présent dans la zone euro. Mais c'est bizarre : quand l'UE doit se vendre par rapport au reste du monde, la diversité est présentée comme un atout. On loue cette diversité : les différentes langues, les différentes cultures et ce qu'il nous faut, pour avoir une croissance économique de 3 ou 4 % c'est justement de rendre possible, dans le domaine économique également, cette diversité. Il faut donner aux pays la marge et la flexibilité pour financer ces réformes comme et lorsque ces pays le souhaitent et il ne faut pas l'imposer. Quand on impose les choses, on ne fait que prolonger la misère.

Modérateur:

Merci beaucoup pour votre point de vue. Jean-Claude ?

Jean-Claude Werrebrouck:

Je vais un peu improviser pour imbriquer mon propos dans ce qu'a dit le Professeur Rosa tout à l'heure. Effectivement, un taux de change c'est sans doute le premier des prix. Tout entrepreneur se doit d'observer ce qu'il peut faire à partir de ce taux, de ce prix. C'est vrai qu'il y a quand même une interrogation quand on dit qu'on va rétablir des taux de change. Dans le cas de la France, on va procéder à une dévaluation qui sera vraisemblablement de l'ordre de 20 à 25 %. Pour autant, on peut s'interroger sur l'efficacité de court terme. En effet, l'efficacité va dépendre de l'élasticité des prix aux importations et aux exportations. Comment vont réagir les importateurs ? Comment vont réagir les exportateurs ? Là, le propos est peut-être pessimiste. Il faut savoir que ces élasticités ont beaucoup baissé depuis la création de l'euro en raison de l'allongement gigantesque des chaînes de la valeur. C'est-à-dire que vous avez maintenant des économies pleines de trous. Par conséquent, si on dévalue dans un premier temps, il est probable que les importations continuent, des importations plus coûteuses. Il n'est pas dit non plus que les exportations augmentent très rapidement. C'est une première question.

Une autre question est qu'il faut quand même rétablir un taux de change. Il faut libérer le salaire de l'impôt qui pèse sur lui. Là-aussi, si on ajoute au taux de change une baisse de l'impôt, les choses ne vont pas être simples. Dans le long terme, oui. Mais la prise de pouvoir à partir d'une telle décision ne sera pas de tout repos. C'est la raison pour laquelle il faut des boucliers. Le libéralisme doit s'inscrire dans l'autorité politique, une autorité politique puissante. C'est pour cela que le point d'appui doit être le rétablissement de la souveraineté monétaire mais, comme le dirait Sapir, dans toutes ses dimensions. En m'inspirant d'une idée qui circule déjà dans un certain nombre de pays, y compris en Suisse, je proposerais que ce soit désormais l'État qui soit le seul créateur de la monnaie, interdisant radicalement au système bancaire d'en créer. Comment ? En mettant en prison ceux qui créent de la monnaie car seule la puissance publique crée de la monnaie. Comment cela se passerait-il ? L'État vendrait de la monnaie via sa banque centrale. Ce serait une vente aux enchères et les banques seraient chargées de distribuer le crédit. Je renverse radicalement les choses. Je profite de cette autorité – en revenant sur ce que je disais tout à l'heure – en faisant en sorte que, désormais, il y ait une création monétaire au profit des investissements situés le plus en amont, à savoir recherche et développement et industrie militaire. Surtout l'industrie militaire, le nucléaire, le spatial. Là où on est déjà les premiers dans le monde. Il faut beaucoup insister là-dessus. Il faut le libéralisme. Jean Tyrol vient de publier un ouvrage de 650 pages où il raconte beaucoup de choses et notamment qu'on a heureusement créé des autorités administratives indépendantes – un peu plus de 1000 – pour s'éloigner de ces funestes marchés politiques. Car, en effet, le politique ne va pas bien. Ce que je proposerais aussi c'est qu'il y ait une réforme politique qui implique une réforme constitutionnelle dont je ne voudrais pas ici dévoiler les détails parce que je les imagine encore assez mal. Mais il faut un système politique où les élus pourraient être de fait licenciés par des référendums populaires.

Là, si je peux rétablir un système politique sain, je n'ai plus besoin de mes 1000 agences administratives indépendantes qui sont sujettes à tous les lobbyings possibles et imaginables. Derrière cela, si j'arrive à établir cela, alors oui au libéralisme véritable, à l'économie de marché. Le marché peut l'emporter sur le règlement car le marché innove et pas le règlement. Merci.

Modérateur :

Madame Negreponi ?

Maria Negreponi-Delivanis :

Si la création de la monnaie unique européenne est désormais généralement reconnue comme une erreur pour l'Europe entière, les conséquences de cette erreur pour la Grèce sont extrêmement lourdes. Il n'est pas exagéré de dire que c'est pour sauver l'euro et les banques que la Grèce a été détruite, ni d'affirmer que le seul et unique espoir de la sauver réside dans notre sortie de la zone euro et notre retour à la monnaie nationale. La principale raison de ce changement n'est pas la recherche d'une plus grande compétitivité par une dévaluation de la valeur extérieure de la nouvelle drachme, du moins pour le moment, étant donné que la capacité d'exportation de l'économie grecque pillée est faible. Par contre, dès notre passage à la monnaie nationale, nous chercherons avant toute chose à atteindre un rythme de croissance rapide et c'est après seulement, grâce à cela, que nous chercherons à améliorer notre compétitivité. Seule une augmentation du PIB à un rythme plus rapide que celui de la dette permettra à long terme de rembourser la dette, au moyen d'un revenu en augmentation et non du génocide, comme cela se produit depuis les sept dernières années avec les mémorandums et les diktats absurdes de la troïka. La croissance ne sera cependant pas possible si la Grèce reste dans cet environnement d'austérité éreintante associée à une monnaie unique qui lui est procurée par la BCE, laquelle l'accorde au compte-gouttes et peut cesser de lui en fournir à tout moment, provoquant l'asphyxie de l'économie. C'est ce qui se produit depuis quelques mois en Grèce. La monnaie joue un rôle essentiel, ignoré par les néo-classiques/libéraux puisqu'ils la considèrent comme neutre, n'ayant justement pas la capacité d'influencer l'économie en créant, selon les cas, de l'inflation ou de la déflation. Chaque forme ou degré de planification économique, pour assurer les conditions d'équilibre, doit attribuer un rôle directeur à la monnaie et à la politique monétaire. L'effort de croissance, par ailleurs, demande une politique monétaire adéquate afin de faire face aux spécificités et au niveau de développement de chacune des économies. Une liquidité suffisante et un certain taux d'inflation contrôlé sont également nécessaires jusqu'à ce que la quantité de monnaie ajoutée cesse d'influencer le niveau des prix, car elle est entièrement consacrée à l'absorption progressive du chômage. L'importance de la monnaie réside dans le fait que l'intensité de l'activité économique, le rythme de croissance, le mode de la répartition des revenus et le volume d'emploi dépendent de sa quantité. Par conséquent il est clair que la puissance appartient à ceux qui créent la monnaie et à ceux qui la contrôlent. La monnaie est une force dont les pays de la zone euro se sont privés. C'est de cette force, justement, que l'économie grecque a un besoin urgent pour tracer la politique macroéco-

nomique qui soignera ses plaies. L'économie grecque s'est effondrée sous le poids des mesures inhumaines et inefficaces de la troïka et a besoin de toute urgence d'une monnaie nationale et d'un plan de redressement et de croissance. Il va de soi que cette entreprise sera difficile et risquée, notamment parce qu'aucun pays membre de la zone euro n'en est encore sorti. Quoi qu'il en soit, le dépeçage de la Grèce dans cette situation sans issue ne doit en aucun cas continuer. Voilà pourquoi le retour à la monnaie nationale semble inévitable. La Grèce entreprendra sa sortie, soit de concert avec les autres économies membres de la zone euro, ce qui serait l'idéal pour elle, soit toute seule, ce qui ferait naturellement surgir des difficultés plus grandes et imprévisibles. Le problème est que le peuple grec n'y est pas favorable, car constamment menacé et terrorisé par les MEDIAS. Le GREXIT est toujours présenté comme une punition et jamais comme une solution. Il faut encore se demander si la Grèce sera forcée de quitter la zone euro ou elle va sortir de sa propre volonté. Il va sans dire que plus le temps passe et plus la crise s'approfondit, plus la liquidation de la Grèce entière se poursuit impitoyablement, plus il sera difficile pour elle de se redresser. J'ajoute que je suis convaincue que, si nous étions retournés à notre monnaie nationale dès 2010, la Grèce se trouverait à l'heure actuelle dans une phase de croissance rapide.

Je vais m'efforcer sommairement de brosser les étapes successives et la marche à suivre lors du passage à la monnaie nationale. Bien sûr, il ne s'agit pour l'heure que d'exercices sur le papier, puisque les détails de ce passage seront déterminés par les conditions générales et particulières qui prévaudront alors.

Je pense que la première chose à faire devra être la cessation des paiements extérieurs qui aurait dû se produire en 2010 et qui en fait est sous-jacente chaque fois que la Grèce est forcée d'emprunter avec des contreparties énormes et inhumaines pour s'acquitter de ses obligations. Il serait souhaitable que la Grèce puisse se procurer un prêt à la croissance auprès de l'Europe ou non afin de soulager les sacrifices de sa population. La Grèce, par ailleurs, sera obligée de dénoncer des termes odieux et anticonstitutionnels contraires aux droits humains, bien que portant la signature de responsables politiques Grecs. Elle sera obligée de déclarer que la dette sera payée en drachmes, et naturellement d'ester devant des Cours internationales, où ses créanciers l'enverront certainement parce qu'elle n'aura pas tenu ses engagements. Comme les décisions des Cours de Justice internationales ont habituellement besoin d'une dizaine d'années pour devenir définitives, il y a un espoir valable qu'entre-temps la Grèce se sera remise sur pied et sera en mesure de faire face à la part non odieuse de sa dette. Il va sans dire qu'en même temps que le passage à la nouvelle drachme, elle devra imposer un contrôle des flux de capitaux (chose qui aurait dû être faite depuis longtemps afin de stopper l'hémorragie des dépôts bancaires) ainsi qu'une réduction des importations, de sorte à assurer surtout ces biens et ces services qu'elle jugera alors indispensables à la survie et à la sécurité de la population. Étant donné qu'en Grèce la demande effective s'est fortement réduite tout au long de ces quelque sept dernières années, à cause de la baisse considérable des revenus, et étant donné que le principal levier de la croissance a toujours été la demande, il lui faudra tout de suite mettre en œuvre des mesures pour la renforcer. En renforçant les revenus des bas salaires, des retraités et aussi des sans-emploi, on cherchera à réaliser l'hypothèse keynésienne selon laquelle les augmentations successives de la demande atteignent des points d'équilibre de plus en plus hauts, suivis de l'offre. La priorité et les motivations seront données à la pro-

duction primaire, laquelle laisse espérer des résultats rapides, de sorte à couvrir les besoins alimentaires de base de la population et à augmenter son degré d'autarcie. Le programme de développement de la Grèce comprendra une liste d'investissements hiérarchisés, publics au début, et prévoira d'inviter les Grecs concernés à rapatrier leurs dépôts bancaires, et d'adopter des mesures incitatives pour qu'ils les investissent en Grèce. Les réfractaires au retour à la monnaie nationale mettront en avant leur principal argument infondé, à savoir l'enrichissement de ceux qui ont leur argent hors de Grèce. Par contre, à condition que cet argent soit dirigé vers ceux des investissements productifs qui sont prévus dans le programme de croissance, il ne nuira pas à la Grèce, mais au contraire sera extrêmement positif. Il ne fait aucun doute que la Grèce sera confrontée à maintes difficultés, mais il n'y a pas d'autre issue. Elle aura besoin de consensus, de refuser de collaborer avec des puissances qui trament la déstabilisation du pays pour leur propre intérêt ou pour accéder au pouvoir. Et puis, il faudra inviter massivement toutes les forces saines du pays à collaborer, en plaçant à des postes importants ceux qui sont les plus qualifiés et ont les connaissances requises dans chaque domaine particulier. Je ne vais pas donner les détails techniques et par ailleurs complexes du passage à la monnaie nationale. Si ce n'est que ces détails devront forcément être définis en fonction du contexte qui prévaudra à ce moment-là. Je me réfère aux articles et études de mon collègue Gérard Lafay, qui donnent des solutions précises à la plupart des problèmes qui pourraient se présenter, et dont la Grèce aura certainement besoin.

Modérateur:

Merci beaucoup, Professeur. Professeur Borghi ?

Claudio Borghi:

C'est un sujet qui me passionne. Jusqu'à présent, nous sommes d'accord sur à peu près tous les sujets mais si on doit imaginer l'avenir de chaque pays il n'y aura bien entendu pas qu'une seule réponse. L'euro, c'est comme un boulet qui nous est attaché au pied alors que l'on essaye de nager. Lorsqu'on va dans l'eau avec un boulet, on est sûr de sombrer. Mais sans ce boulet, si on ne sait pas nager, on peut se noyer quand même. Comment faut-il nager ? Il faut être prévoyant : savons-nous nager ? Quel type de nage allons-nous adopter ?

Chacun a son avis en la matière. Personnellement, je pense qu'il faudrait se focaliser sur la démographie. En Italie, c'est un problème de première importance à régler une fois qu'on sera libéré de l'euro, car avec 1,2 enfant par couple, pas besoin d'être mathématicien pour comprendre que cette société est en train de mourir. La solution n'est pas la substitution avec des personnes venant d'autres pays. Ça, c'est une invasion. Un État dans ses pleins pouvoirs peut décider quelles sont les politiques à poursuivre et avec la monnaie on peut le faire. Pensez au Japon. Le pays a une dette très importante mais est-ce qu'on entend parler de la solvabilité du Japon ? Les obligations japonaises ont des retours négatifs et la dette publique fait plus de 200 % du PIB. En dehors de la zone euro, le rachat de dettes est utilisé. Ainsi, même avec 200 % de dette et sans croissance particulière, ils s'en sortent, et ce malgré les tsuna-

mis, les tremblements de terre, et toutes sortes de catastrophes naturelles qu'ils connaissent. Normalement, on devrait s'attendre à ce qu'ils soient dans une récession profonde mais avec leurs outils monétaires ils survivent, ils surnagent. En revanche ils n'ont pas de croissance, à cause de la démographie. C'est une population vieillissante et il est impossible d'avoir une croissance avec cette population.

Il faut utiliser tous les outils possibles pour résoudre le problème. Je pense à des mesures incitatives pour la démographie, et au-delà de la dette, en Italie, nous avons le décalage entre le Nord et le Sud. Il faut oser car cette crise nous a appris que nous avons laissé de côté un certain nombre de choses. La puissance de la monnaie ne faisait pas partie de notre philosophie. On a envoyé de l'argent dans le sud, mais on n'a pas pensé que c'étaient deux économies différentes. C'est comparable aux deux paquets de mesures adoptés pour aider l'économie grecque. Cela n'a pas marché. Il y a autant de différences entre la France et la Grèce qu'entre le nord et le sud de l'Italie. Aucune région ne se retrouve dans les statistiques pour l'Italie car ce sont les moyennes, autrement dit des chiffres trop bas pour le nord et trop élevés pour le sud. Nous devons penser un avenir avec une texture économique différente. Regardez l'Argentine. Elle a fait les mêmes erreurs que la Grèce et l'Italie. Elle a bloqué les changes: un peso pour un dollar. Ce n'était pas une bonne décision. L'Argentine n'est pas les États-Unis. Quand on lie deux économies ensemble et que celles-ci sont trop différentes, ça ne peut pas marcher. Quand on a découplé l'économie argentine du dollar, la croissance a été exponentielle.

Je pense qu'en changeant ce bloc économique en mettant en place un système économique différent, on pourrait trouver des solutions. Jusqu'à présent, rien n'a marché dans le sud de l'Italie pour booster la productivité, simplement parce que le système qui existe ne le leur permet pas. J'ai passé mes vacances en Sicile. C'est étrange car cela devrait être un lieu de vacances très prisé des Européens mais c'est trop cher. C'est l'euro qui fait que la Sicile est trop chère. Si la Sicile avait sa propre monnaie, beaucoup de gens se rendraient en Sicile pour y passer des vacances. Ce ne serait pas de la concurrence déloyale car chacun pourrait vraiment se redresser avec sa propre monnaie. On peut imaginer que tous les produits qui viennent du nord sous la lire étaient vendus à bas prix sur le marché mondial car il n'y avait pas une lire du nord et une lire du sud donc les entreprises du nord avaient un avantage concurrentiel alors que le sud était pénalisé. C'est le même type de relation entre l'Allemagne et la Grèce ou la France. Le pouvoir d'ajuster la monnaie pourrait donc être une solution en présence de différentes zones économiques à l'intérieur d'un même pays. Là je pense loin en avant, ça ne va pas se faire demain mais cela pourrait vraiment être un enseignement de cette crise. Nous pourrions trouver des moyens innovants pour répondre à ces problèmes de développement qui sont bien enracinés dans nos régions.

Au bout du compte, on pourrait améliorer la vie de tous. J'aimerais que chaque région puisse vivre dans sa diversité. Il faut la mettre en avant. La France ce n'est pas un morceau de l'Europe mais c'est la France. Elle doit vivre dans le contexte de son histoire, doit pouvoir exploiter ses puissances, ses atouts. On peut dire la même chose de l'Italie. La France est un État centralisé. L'Italie a été centralisée. Il faut encourager que les deux pays soient différents. J'espère qu'une fois que nous aurons reconquis le pouvoir, nous pourrions utiliser les forces de nos pays et non pas souffrir de leurs faiblesses, et j'espère que nous allons apprendre

des choses de cette crise parce que l'avenir de l'Europe doit être un avenir de paix entre les peuples.

Modérateur:

Merci beaucoup, Professeur Borghi. Il nous reste les interventions du professeur Bagnai puis du professeur Juvén.

Alberto Bagnai:

On parle du modèle économique pour le futur de l'Europe et on a aussi évoqué la souveraineté. On est tous conscients que pour qu'il y ait une monnaie bien gérée, il faut un État. Il faudrait donc s'interroger sur quel modèle d'État nous attend. On est ici à la fondation pour l'Europe des Nations et des Libertés donc il faudrait peut-être réfléchir sur la Nation.

La question qui m'a fait entrer dans le débat en Italie, en tant qu'économiste qui se voulait progressiste, était pourquoi les économistes progressistes ne s'occupent pas de problèmes tels que l'euro, voire l'immigration, qui sont des problèmes pour les couches les plus démunies de la population. En principe, on s'imagine la gauche comme défendant le travail et le peuple. Or on s'aperçoit qu'elle soutient un projet qui est fait pour le capital et qui en plus utilise comme soupape le mouvement incontrôlé des peuples à l'intérieur de la zone et à l'extérieur de la zone.

Lorsque j'essayais de réfléchir sur ces thèmes, on m'opposait que l'on avait besoin de l'Europe parce que la deuxième guerre mondiale a éclaté parce qu'il y avait les nations. La nation était l'ennemie. C'était un réflexe de Pavlov à gauche: il ne faut pas prononcer le mot « nation ». Le nationalisme était l'ennemi et, pour le combattre, il fallait créer les États-Unis d'Europe, autrement dit une nation plus grande. C'est comme combattre le cancer par une tumeur plus grande.

Cet État plus grand nous permettrait de mieux lutter contre la Chine. C'est le discours standard. Moi qui essaye d'être l'ami des Grecs et surtout d'Aristote, je ne voyais pas tellement de logique dans tout cela mais plutôt une impasse.

Le véritable nationalisme aujourd'hui me paraît être le nationalisme européiste. Cette idée des États-Unis d'Europe qui ne nous mène nulle part et qui crée des phénomènes pervers dans certains corps électoraux. Comme Madame Negreponi nous l'a rappelé: l'adhésion des pays du Sud de l'Europe au projet européen est une forme de nationalisme. C'est là où s'est réalisé notre orgueil national méridional de vouloir être aussi bien que les autres et donc d'adopter un modèle qui ne nous convenait pas, pour être comme les autres. Ceci est du nationalisme. Nous ne sommes pas moins bien que les autres.

Pour faire digérer ce projet d'État national, on a créé au niveau européen une maquette d'État démocratique qui n'en n'est pas un. Il faut réfléchir sur la qualité des institutions européennes.

Ces institutions violent le principe de la séparation des pouvoirs où l'exécutif, la Commission européenne, a un pouvoir d'initiative législative qui est un monstre juridique et où le Parlement, et les Parlementaires, se voient plus comme des technocrates que comme des représentants de l'intérêt politique et se vantent auprès de leurs citoyens de travailler sans jeu de majorité et d'opposition. J'ai entendu des personnes de gauche dire: « moi je travaille bien au Parlement européen parce qu'il n'y a pas de gauche ou de droite, il n'y a pas de jeu politique. ». S'il n'y a pas de jeu politique, il n'y a pas de démocratie. C'est un modèle qui n'a pas de légitimité. Vous êtes des techniciens de la politique. Certains d'entre vous sont donc beaucoup plus avancés que moi dans ce parcours, ils auront peut-être remarqué que la crise grecque a été gérée par un organe politique qui n'a presque aucune légitimité dans les traités, qui est l'Eurogroupe. C'est quelque chose qui n'existait pas dans le Traité de Maastricht et qu'on a introduit en 1997 comme un organe qui avait une fonction consultative et non législative et qui petit à petit s'est glissé jusqu'à devenir l'organe qui gère en fait l'Eurozone. Comment on en est arrivé là ?

Parce que Monsieur Strauss-Kahn avait vers la deuxième moitié des années 90 compris que si on ne créait pas quelque chose qui puisse ressembler à un Ministre du trésor de la zone euro, les gens auraient compris que c'est la banque centrale qui commandait sans aucun contrepoids. C'est pour cela que l'on a créé l'Eurogroupe qui est une structure fictive mais qui a pris le pouvoir. En l'absence de règlement par les traités, ils ont pu se permettre des choses fantastiques. Ils ont pu se convoquer pour parler de la Grèce en excluant le Ministre Grec Varoufakis. On lui a jeté à la figure qu'ils font ce qu'ils veulent car ce n'est pas réglé dans les traités donc tu restes dehors. Ça s'est passé dans l'Europe démocratique au mois de juin de l'année dernière.

En plus, c'est un modèle totalitaire. Il y a l'acquis communautaire, qui s'appelle comme ça dans toutes les langues, donc c'est la faute des Français. Soit tu es «compliant» avec l'acquis, soit tu ne rentres pas. L'acquis, c'est près de 36 000 normes. Comment croyez-vous qu'il soit possible de gérer l'entrée, la sortie ou même la coopération avec ce totem à respecter. Il y aurait des modèles différents, des modèles plus flexibles. Des politologues s'en sont occupé. Je pense à Bruno Frey, qui proposait des juridictions superposées. Il donnait un exemple très éloquent à la fin des années 90. Il enseigne en Suisse et il disait qu'il faudrait que les États soient libres de coopérer dans les domaines où ils ont un avantage. Voici l'exemple qu'il prenait: l'Allemagne a un problème démographique. La Turquie par contre a une population qui croît assez vite. Donc, il serait possible de permettre une coopération sur le marché du travail entre l'Allemagne et la Turquie et de faire entrer la Turquie en relation avec un État européen sans s'inquiéter sur la question des droits de l'homme qui est un aspect important mais seulement une partie de l'affaire. Il faut coopérer là où on a un avantage de le faire. Maintenant on refuse de le faire parce que la Turquie ne les respecte pas. Mais l'Allemagne ne les a pas respectés les siècles derniers, et nous non plus. Ça arrive. Donc la Turquie est restée dehors et emploie les réfugiés comme arme de chantage pour se faire de l'argent qu'elle emploie pour bombarder les Kurds. Quel est l'intérêt? Autant avoir un système plus flexible.

Il faut penser qu'il n'y a pas que l'Euro et la BCE. Il y a les institutions, le droit communautaire et la Cour de Justice de l'Union européenne qui a pris une importance énorme et dont personne dans le peuple ne sait rien. Il y a beaucoup de choses sur lesquelles il faut réfléchir.

La monnaie en est une – et c’est symbolique : tout le monde l’a, la touche, croit savoir ce que c’est mais le projet impérial ne repose pas que sur la monnaie. Si je pense à un futur pour l’Europe, c’est un modèle de coopération. Je réétudie régulièrement l’histoire et j’en suis arrivé au moment où Charles VIII est venu nous rendre visite sur invitation d’un Milanais. Il a fait des dégâts mais ensuite la vie a repris. Nous nous sommes toujours battu les uns avec les autres. La solution européenne, c’est abolir le conflit en éloignant la démocratie des citoyens. La lutte c’est quelque chose qui existe dans la vie. Le conflit doit trouver les lieux de médiation démocratique et Bruxelles n’est pas un lieu de médiation démocratique. Il faut qu’on se le dise.

Si j’ai encore une minute, j’aimerais la dédier au reste du monde qui existe. L’Europe est un signe très clair d’une mentalité très euro-centrique. Nous faisons quelque chose dans le monde qu’aucun peuple n’a fait parce qu’il y a des dizaines et des dizaines d’accords commerciaux dans le monde : NAFTA, ASEAN, MERCOSUR, la COMESA, etc. Seulement nous avons décidé qu’il était essentiel de compléter ces accords avec une union monétaire et une union politique. Peut-être parce que nous nous croyons mieux que les autres, mais les résultats montrent que nous ne le sommes pas. Ayant fait ce que personne n’a fait, nous sommes en train d’échouer. Donc il faudrait réfléchir à tout cela. Il y a une chose : on avait discuté tout à l’heure du rapport capital-travail. Le capital a commencé à gagner sur le travail au début des années 1980 et c’est très clair que c’est la réglementation du marché financier qui a été la massue qui s’est abattue sur le crâne du salaire des travailleurs. Si vous êtes capitaliste, ça vous fait plaisir. Mais au bout d’un moment, si vous êtes les seuls capitalistes au monde et que vous avez 7 milliards de pauvres, vous mourrez aussi. Il faudrait donc trouver un point d’équilibre. Ce point d’équilibre nous ne pouvons pas le trouver tous seuls – comme Européen, comme Français ou comme Italien. Il faut qu’on le trouve avec nos partenaires. Il doit passer forcément par une réglementation des marchés financiers qui est celle qui nous a accompagnés de la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu’aux années 1980. Il serait souhaitable que l’on arrive à construire un consensus démocratique autour de ce projet sans une nouvelle guerre mondiale. Je dois vous dire que, plus le temps passe plus je deviens pessimiste, mais les éléments fondamentaux devraient être le contrôle des flux des capitaux, la dépendance de la banque centrale au gouvernement et j’ajouterais encore la séparation bancaire entre les banques qui s’occupent de l’épargne et les banques qui s’occupent de la spéculation. C’est essentiel. Et pourtant c’est tout ce qu’on a balayé à partir des années 1980 en suivant l’exemple des Américains qui avaient intérêt à nous donner cet exemple car dans ce genre de jeux ils étaient meilleurs que nous et ça leur a permis de nous écraser.

Maintenant, il faudrait peut-être essayer de s’émanciper et de proposer un modèle alternatif qui passe par un marché réglé, un État démocratique.

Modérateur :

Hervé Juvin a le redoutable honneur de prendre la parole en dernier. On prendra quelques questions de la salle donc si vous voulez faire circuler vos questions, je vous promets de faire tout mon possible. Merci à vous Hervé.

Hervé Juvin :

Merci, c'est un redoutable honneur de terminer cette longue après-midi de débat. Et puis c'est redoutable de devoir vous dire, à vous tous et à vous toutes qui êtes là cet après-midi, que vous êtes peut-être venus pour rien. Si je regarde l'histoire de l'Union européenne - de grâce ne l'appelons pas Europe - je constate que nous sommes passés en quelques années de l'ouverture à l'interdépendance puis de l'interdépendance à la dépendance, et que nous ne sommes pas loin de passer de la dépendance à la soumission, ce qui priverait de sens toutes les questions que nous nous sommes posé cet après-midi.

Permettez-moi de retracer une route en trois ou quatre étapes. J'ai le souvenir du Commissaire courageux Michel Barnier faisant face à des oukases du secrétaire d'État au Trésor américain: pas touche dans le domaine de la réglementation financière ou bancaire à quoi que ce soit qui puisse porter atteinte aux intérêts de Wall Street, des fonds d'investissements américains et des banques d'affaires américaines. J'ai quand même un peu connaissance des instructions ou des incitations données à Madame Merkel pour qu'elle réalise en ce moment l'agenda du Général Wesley Clark, le commandeur en chef des armées de l'OTAN, grand bombardeur des civils serbes, qui dit explicitement: ma mission est de détruire l'unité des nations européennes. Angela Merkel, dans son cavalier seul avec la Turquie, est en train de remplir cet agenda américain et c'est le troisième crime que l'Allemagne commet contre la civilisation européenne en un siècle. La nouvelle étape qui nous attend, c'est que, si l'Union Européenne signe le Traité de libre-échange transatlantique, le fameux TTIP (qui a d'ailleurs son petit frère avec le Canada très prochainement et dont on parle trop peu), tout sera plié. Toute décision politique d'un État européen qui porterait atteinte aux intérêts d'un investisseur international, dans tous les domaines - sécurité alimentaire, protection environnementale, normes du travail - ferait l'objet d'un arbitrage devant une cour privée dont on sait qu'elle condamnera les États européens à rembourser les investisseurs internationaux. C'est la fin de toute notion de toute souveraineté politique. C'est un enterrement de première classe pour nos démocraties.

Par conséquent selon moi, est digne de présider la France celui qui dira aux Français que, quels que soient leurs choix, ces choix présideront au destin de la France.

Pour répondre aux questions - quelle politique économique? Que peut-on faire? - fermez les journaux et allez voir ce qui se passe dans le monde. Je rentre d'une mission de quinze jours en Inde. L'Inde a d'immenses problèmes. Vous avez aussi que l'Inde a la plus forte croissance mondiale devant la Chine cette année et l'année prochaine. Portée par un enthousiasme considérable, c'est la synthèse improbable réalisée par Modi entre le mode traditionnel et la plus grande modernité économique et technologique. Ça s'appelle le nationalisme libéral. De la Chine à l'Inde, de la Russie aux États-Unis, c'est toujours aujourd'hui la formule gagnante. Voilà ce qu'ils disent de nos amis américains: il faut surtout faire comme eux font et ne jamais faire comme ils nous disent de faire. Je m'amuse toujours quand j'entends parler de l'hyper-libéralisme américain. C'est vrai à l'intérieur, mais c'est l'extérieur c'est de l'hyper-nationalisme. Pensez-vous que les Américains discutent ou négocient sur quoi que ce soit qui touche à leur intérêt national? Pensez-vous que, quand il s'agit de détruire la filière nucléaire française - ce qui est à l'œuvre aujourd'hui -, c'est la concentration des intérêts publics et

privés américains qui se joue et aucun moyen de la guerre n'est épargné pour obtenir ce qui va servir l'intérêt national américain.

Le nationalisme libéral fonctionne: les règles du marché, la liberté contractuelle à l'intérieur, et à l'extérieur la défense absolue des préférences collectives et de l'intérêt de la France et des Français.

Sera digne de gouverner qui sera prêt à payer le prix, quel qu'il soit, pour que les préférences des Français et l'intérêt national soit défendu hors des frontières dans toutes les négociations. Ça s'applique en matière économique, et il y a trois ou quatre choses essentielles à retenir.

Le thème de la renationalisation de la dette est évoqué par le Général de Gaulle ou même le Président Poutine. Un pays dans lequel plus de deux tiers de la dette sont détenus à l'étranger est un pays sous dépendance.

Un deuxième élément essentiel que je reprends du dernier intervenant: les marchés seraient le fait de la nature. Un marché n'est pas comme une fougère ou un baobab. Je n'ai jamais vu de marché pousser du ciel. Le marché est une institution humaine qui correspond à des règles et à des intérêts. Il faut refonder les marchés à l'intérieur de l'Union européenne ou à l'intérieur de la France. J'en donnerai un simple exemple. Pierre Bérégovoy, homme politique d'actionnariat populaire: le lien entre les Français et leurs entreprises est essentiel. Il est essentiel que, quand une entreprise française gagne, ce soit les Français et les Françaises qui gagnent. L'actionnariat populaire a été divisé par trois en trente ans. C'est un des miracles des prétendus socialistes. L'actionnariat populaire: renouer le lien entre les Français et les entreprises avec une politique fiscale incitative mais aussi avec une protection du capital des entreprises. C'est une disposition absolument essentielle dans l'avenir. Ça s'appelle refonder le fonctionnement de nos marchés.

Troisième disposition essentielle. On a beaucoup parlé de la souveraineté monétaire. Il faut travailler au monde de l'après-dollar. Un monde dans lequel les États-Unis peuvent faire financer à crédit leur déficit constant par le reste du monde n'est pas un monde soutenable. Un monde dans lequel toute transaction en dollars expose une entreprise française à une dépendance totale à l'égard des embargos et de la justice américaine n'est pas un monde soutenable. Il faut travailler avec nos amis du continent eurasiatique à l'avènement d'un nouvel ordre mondial monétaire, budgétaire et économique dans lequel nous échappons à l'hyper-souveraineté américaine et à notre soumission à leur intérêt national.

Le dernier point dans ce domaine économique est la nécessité de sortir de l'économisme triomphant. L'économisme que nous assène l'Union européenne, c'est l'anesthésie du politique et c'est simplement l'idée qu'un taux de croissance, un excédent budgétaire du commerce extérieur, une progression même des salaires et du pouvoir d'achat répondraient à toutes les questions que les Français et les Françaises et les Européens se posent. Ce n'est pas le cas. Se rendre compte qu'à certains égards la croissance peut poser autant de problèmes dans les années à venir qu'elle ne va en résoudre, c'est ouvrir le chemin du politique et le retour à ce qui est le propre de nos peuples: la liberté de décider eux-mêmes de leur destin.

Je voudrais terminer sur un point essentiel qui a été peut-être peu évoqué. Qu'est-ce qui provoque ce désarroi, ce malheur français qui tient moins des réalités économiques, du chômage, des difficultés que nous rencontrons que de cette sorte de pression continue des médias cherchant à nous faire honte d'être français et à nous dire que tout ce qui a été fait en France, tout ce que nous avons conquis, gagné et mérité, c'est juste à passer par pertes et profits de l'histoire? Il suffit de faire comme outre-Atlantique on nous dit de faire. Je crois que la clé de la souveraineté, de notre débat économique de l'après-midi, c'est une grande tâche politique, c'est la tâche d'une plus grande France. C'est la tâche de cette France dont Boutros Boutros-Ghali disait - c'est le plus beau compliment à la France – que partout dans le monde le français est la langue des non-alignés. Cette plus grande France doit envoyer un message qui est attendu en Chine, qui est attendu en Inde. Les droits de l'Homme c'est très bien, quand il s'agit des droits absolus de l'individu. Mais quand il s'agit d'un individu sans racine, hors sol, sorti de toute détermination, ça donne naissance à un monstre, le monstre du trans-humanisme et c'est la pire menace totalitaire sur le XXI^e siècle. Il est urgent, et cela peut être la solution, d'avoir une grande France qui retrouve sa voix dans le monde, qui retrouve son autorité, l'autorité que lui confère son siège au Conseil de Sécurité, sa participation à tant de cénacles et d'organisations dans le monde. Il est temps que la France prenne l'initiative de proclamer les droits collectifs des peuples à leur sécurité culturelle, à leur sécurité morale et politique, à leur sécurité environnementale. Il faut reconnaître des droits collectifs au côté des droits de l'individu. Sans cela, tout le débat de l'après-midi, tous nos espoirs politiques et dans une renaissance française seront vains. La diversité de peuples libres de leur destin, la diversité de peuples protégés dans l'espace par leurs frontières, dans le temps par leur histoire et dans leur identité par la transmission de leur identité, c'est la garantie du bien le plus précieux qui nous rassemble cet après-midi et qui vous rassemble tous et toutes ici: la liberté politique. Et regagner cette liberté c'est la grande tâche de ceux qui seront dignes de conduire la France.

Modérateur:

Difficile de reprendre la parole après vous.

Je voudrais remercier le public pour sa patience, tous nos intervenants pour la richesse de leur exposé, Gerolf Annemans, le Président de la Fondation pour l'Europe des Nations et des Libertés, tous les eurodéputés, sans oublier les interprètes et l'équipe technique.